

# Chapitre 1

---

## Ma vie militante au sein de la FEANF (1960-1962)

### Introduction

Au congrès de décembre 1959, j'ai été élu Rédacteur en chef du journal *L'Étudiant d'Afrique Noire* dans le comité exécutif présidé par Moustapha Diallo, étudiant sénégalais en médecine et ancien président de l'Association générale des étudiants de Dakar (AGED). Cette année 1960 était l'année de l'Afrique. Beaucoup de pays africains allaient accéder à la souveraineté nationale. Cet événement n'allait pas manquer d'avoir des répercussions sur la FEANF. Une ère nouvelle était ouverte. La Fédération va subir des attaques non seulement provenant des autorités coloniales françaises, mais aussi des différents gouvernements issus de la loi-cadre Gaston Defferre.

### La FEANF et 1960, l'année de l'Afrique

Cette année, ont lutté les étudiants et les peuples de l'Algérie combattante, du Cameroun martyrisé, du Congo violé et humilié, du Japon combatif, de la Corée et du Laos révoltés ainsi que des pays d'Amérique Latine, de Cuba triomphant de la dictature de Battista. L'ampleur des luttes des peuples africains a amené les observateurs politiques à écrire à la fin de 1959 que l'année 1960 serait l'année de l'Afrique.

La première tâche du XIIe congrès de la FEANF devait consister à dégager la signification de ces événements en tenant compte de leur contexte international. Ce faisant, le Congrès enrichirait le patrimoine théorique des combats des étudiants et contribuerait à éclairer et à préciser les objectifs immédiats et permanents de la révolution africaine.

À première vue, le fait apparent de l'année est l'accession à l'indépendance juridique des 17 pays parmi lesquels on compte la totalité des 15 pays d'Afrique Noire sous domination coloniale française.

Tous ces pays ont la possibilité de recourir à l'arbitrage international pour tout différend avec une puissance tierce. Mais pour les États africains de la soi-disant Communauté, cette dernière possibilité est limitée par l'institution d'une savante cour arbitrale chargée de statuer en dernier recours sur les différends entre la France et ces États.

Le bilan de l'année 1960 fait apparaître le fait que d'immenses zones du continent africain sont toujours l'objet d'oppression et d'exploitation colonialistes et impérialistes et souffrent de régimes racistes. C'est le cas de l'Afrique du Sud, des pays sous domination portugaise et des pays d'Afrique centrale et orientale dans lesquels une minorité de colons européens s'acharne féroce à vouloir imposer sa domination sur la grande majorité des peuples de ces pays. La lutte du peuple algérien pour la reconquête de sa souveraineté est entrée dans sa septième année. Au Cameroun indépendant juridiquement, une armée étrangère d'occupation tue et assassine des patriotes camerounais combattant pour la libération de leur pays sous la direction de l'Union des Populations du Cameroun (UPC).

À peine proclamé indépendant, le Congo est victime d'une agression impérialiste minutieusement concertée et perpétuée sous le masque de l'ONU. Au Congo, la sécession de la province du Katanga, avec à sa tête Moïse Tshombé, victime de fraîche date du suffrage du peuple congolais, fut envisagée et préparée bien avant la proclamation de la République du Congo. L'ONU et M. « H » (Dag Hammarskjöld) sont devenus les instruments de l'impérialisme du Congo. Habib Bourguiba et le général marocain Kettani ont aidé les impérialistes au Congo.

Survenant deux ans après l'assassinat de Ruben Um Nyobé, l'empoisonnement en Suisse par la main rouge en Suisse de Félix Moumié, président de l'UPC, constitue un des aspects du vaste complot impérialiste ourdi contre les peuples africains. Au Cameroun, il s'agit de décapiter le mouvement révolutionnaire qu'une armée étrangère d'occupation ne réussit pas à briser.

Enfin, l'éclatement en août 1960 de la Fédération du Mali constitue une tentative de plus pour affaiblir le front de lutte anti-impérialiste dans cette partie de l'Afrique par la création artificielle d'un irréel antagonisme entre le peuple du Sénégal et le peuple du Soudan. À cette occasion, Ousseynou Seck a prononcé des propos inoubliables. « *Mali dée na, Kendoukorop, kou ko rop gnou rop le* » (Le Mali est mort, personne ne l'enterrera, on enterrera celui qui tentera d'organiser ses funérailles). Il ajoute une note qui respire le wolofocentrisme et bambaracentrisme : « *Damane Unko ak damane menougnou and* » (Les wolof et les Bambara ne peuvent pas cheminer ensemble).

La communauté fait le jeu de l'impérialisme. Les pays de l'OTAN sont contre le peuple algérien.

Mais 1960 est l'année des options claires. Deux camps se sont nettement affirmés. Il y a d'un côté le camp des peuples africains aspirant à la démocratie et à la liberté. De l'autre côté, il y a le camp des puissances impérialistes derrière lequel se rangent les gouvernements africains ayant choisi de faire cause commune avec l'impérialisme.

En dehors de l'Afrique, les bastions impérialistes sont ébranlés en Corée, en Turquie, au Japon, dans les pays d'Amérique Latine. La révolution cubaine a ouvert une très large brèche dans la domination américaine sur le continent américain. Le triomphe de la révolution cubaine à proximité immédiate de la « Gueule du monstre » impérialiste américain montre l'impuissance de l'impérialisme face à une révolution qui s'appuie sur les larges couches du peuple.

L'unité sur une base anti-impérialiste est devenue une nécessité impérieuse. C'est pourquoi, Moustapha Diallo, président de la FEANF durant l'année 1960, a appelé lors de son discours de clôture l'Union Générale des Étudiants d'Afrique Occidentale (UGEAO) à Dakar et la Fédération des Étudiants d'Afrique Noire en France (FEANF) à réaliser une union organique.

### **Mes activités durant l'année 1960**

Élu comme rédacteur en chef de *L'Étudiant d'Afrique Noire*, je devais travailler avec Michel Ndoh, étudiant camerounais en droit et militant de l'UPC qui avait accepté de quitter Toulouse, siège du journal. Avec le transfert de l'organe d'expression de la FEANF de la très dynamique section académique de Toulouse, Michel Ndoh, directeur de publication du journal et moi-même, avions à remplir les formalités nécessaires à la parution de notre organe d'expression, à constituer des commissions chargées d'examiner les articles et d'expédier les journaux aux abonnés. C'était une tâche ingrate. Je faisais le tour de Paris et de sa banlieue pour trouver un imprimeur qui accepterait d'imprimer le journal. Les autorités faisaient pression sur les imprimeurs pour qu'ils n'imprimassent pas *L'Étudiant d'Afrique Noire*. Enfin j'ai pu trouver un imprimeur Castro qui est un juif et l'essentiel de son équipe semblait être constitué de Juifs. C'était un phénomène qui m'avait paru curieux. Mais à la réflexion, je m'étais dit que les Juifs et les Nègres ont été considérés comme des exclus de l'humanité et que dans ces conditions, ils pouvaient mener spontanément une lutte commune contre le racisme et l'antisémitisme.

Le comité exécutif présidé par Moustapha Diallo, étudiant sénégalais en médecine, tenait à envoyer un délégué à la deuxième Conférence de solidarité des peuples afro-asiatiques de Conakry.

### **La deuxième Conférence de solidarité des peuples afro-asiatiques de Conakry (11-15 avril 1960)**

Désigné par le Comité Exécutif, je me rendis à Conakry où je devais retrouver d'anciens condisciples à l'ENFOM, comme Baldé Hassimiou, inspecteur du travail et Bassirou Barry, magistrat ainsi que d'anciens militants de la FEANF ou des militants du PAI comme Majhemout Diop en exil en Guinée ; Babacar Niang, Seyni Niang, Baldé Mountaga, mon aîné au lycée Faidherbe de Saint-Louis où nous avons vécu dans le même internat, etc. J'ai été hébergé par Khalidou Sall, directeur du chemin de fer de Guinée, membre du PAI.

Dans le discours qu'il a prononcé à la séance d'ouverture, le Président Sékou Touré a posé un problème d'une importance fondamentale : la nécessaire participation des pays africains et asiatiques représentant plus d'un milliard d'hommes à la solution des problèmes du monde. Il déclara : « N'ayant jamais colonisé de peuples, ni entravé le processus de développement d'aucune nation, d'aucune civilisation, l'Afrique et l'Asie ne sauraient avoir à l'égard du reste du monde ni mauvaise conscience, ni intentions perfides, ni desseins inavouables. Il n'est pas un seul de nos actes que nous ne soyons pas capables de justifier sur le double plan moral et matériel de l'homme social, de l'homme universel ».

Trois commissions furent mises sur pied. La commission économique qui avait à débattre des problèmes économiques posés aux pays afro-asiatiques était présidée par le Dr Saïdou Conté (Guinée). Son vice-président était Pr. Arzumanian (URSS) et les rapporteurs étaient M.D., Malavija (Inde) et P. Mateenge (Kenya). La commission de politique générale était présidée par Ben Barka, délégué du Maroc qui sera plus tard kidnappé à Paris et assassiné par les services secrets du roi du Maroc Hassan II et sous la direction du général Oufkir. Son bureau était ainsi composé : Dr Chandra (Inde), Dr Félix Moumié (UPC Cameroun), Fouad Galal (RAU) et Liao (Chine). Compte tenu des différents points figurant à l'ordre du jour, la commission s'est scindée en cinq sous-commissions : 1-Indépendance (président : Dr Moumié) ; 2-Unité (président Dr Chandra) ; 3-Question palestinienne (Fouad Galal) ; 4-Désarmement et coexistence pacifique (Liao) ; 5-Organisation (Ben Barka). La commission culturelle était présidée par Barry Diawandou, ministre de l'éducation nationale de Guinée. Elle comprenait 40 délégués. Elle s'est divisée en deux sous-commissions : une commission culturelle et une commission sociale. Plusieurs communications ont été présentées en séance plénière. On peut noter le message d'Anwar Lel Sadat, chef de la délégation de la République Arabe Unie d'Égypte qui évoqua toutes les manœuvres tendant à empêcher la tenue de la première conférence des peuples afro-asiatiques au Caire.

Malgré ces manœuvres, la première conférence de solidarité afro-asiatique a été un succès éclatant selon Anwar Lel Sadat. Ce dernier rappela que les adversaires des peuples d'Asie et d'Afrique n'avaient pas désarmé. « Lorsque prit

naissance l'idée de tenir une conférence africaine dans la ville sœur, la vaillante ville d'Accra, le colonialisme crut pouvoir semer la discorde parmi les peuples et il entreprit des campagnes vénéneuses visant à prouver que la conférence des peuples africains était en contradiction avec la conférence de la solidarité des peuples afro-asiatiques. Mais encore une fois, le colonialisme a échoué. La conférence des peuples africains à Accra déclara dans ses résolutions qu'elle appuyait les résolutions de Bandoeng et l'esprit de Bandoeng, qu'elle adopterait l'idée de la solidarité afro-asiatique et que les deux conférences se complétaient l'une et l'autre ».

À cette conférence, j'ai rencontré de grandes figures du mouvement de libération nationale. Le Dr Félix Moumié m'a donné des informations utiles sur la véritable destination de la grande imprimerie de Conakry qui devait assurer la diffusion des prises de position de tous les patriotes africains luttant en Afrique sous domination française. Il a eu l'occasion de me remettre un chèque que je devais toucher à la BICIS de Dakar, en remboursement de la monnaie guinéenne qu'il pouvait utiliser, étant résident en Guinée.

Franz Fanon, ambassadeur du FLN à Accra, est intervenu pour nous faire part du message des combattants algériens. Il a été chaleureusement applaudi par les délégués.

Un étudiant de la Rodhésie du Sud, Sipalo, que j'avais connu à Prague en 1956 nous a tenu un discours anti-blanc d'une rare violence.

Après avoir assisté à la 2<sup>e</sup> Conférence de solidarité des peuples afro-asiatiques, je fis escale à Dakar avant de revenir à Paris. Ainsi, j'ai pu assister à l'école Clémenceau, située à l'avenue Blaise Diagne et non loin de la poste de Médina, à la conférence faite par Cheikh Anta Diop

Cette manifestation culturelle était présidée par Me Lamine Guèye qui avait tenu à présenter Cheikh Anta Diop comme un savant. Elle révélait aussi la sympathie que le parti socialiste avait pour l'auteur de *Nations nègres et culture* en raison du soutien de Cheikh Mbacké Gaïndé Fatma et de son opposition à la politique de Senghor.

Durant les vacances de l'année universitaire 1959-1960, je devais retourner en Chine que j'avais visitée en 1957 après le Festival mondial de la jeunesse et des étudiants organisé à Moscou.

### Visite de la Chine populaire

La FEANF a été invitée à envoyer une délégation pour visiter la Chine. Elle était composée d'Amadou A. Dicko (étudiant voltaïque), Djibril Aw (étudiant malien), Aline Lydie Sangaret (étudiante malienne), Alpha Ibrahima Sow (étudiant guinéen), Minkoas Élise Angaye (étudiante camerounaise) et Pierre Nkwengue (étudiant camerounais) visiter la Chine populaire. Cette délégation dirigée par moi-même avait effectué une visite de deux mois dans ce pays.

Dans son livre *L'Union nationale des étudiants du Kamerun* (L'Harmattan 2005 pp. 118-119), Pierre Nkwengue rend compte de ce voyage d'études qui ne devrait durer que deux mois au lieu de trois initialement prévus à la demande de la délégation de la FEANF. En effet, celle-ci devait revenir en France pour préparer la rentrée universitaire.

La délégation de la FEANF a visité successivement les villes de Pékin, Nanchang, Woupeou, Canton, Ancheou, Shanghaï, Nankin, Wouhan, pour ne citer que les principales. Elle a visité également dans le Hounan la case natale du Président Mao Tsé Toung Shao-Shang ainsi que le berceau du gouvernement communiste chinois Riutching, le point de départ de la fameuse longue marche restée à jamais célèbre dans l'histoire de la révolution chinoise. À Nankin, elle a visité le mausolée de Sun Yatsen, le fondateur de la 1<sup>ère</sup> République de Chine, au sommet d'une colline de 92 marches. À Woupeou, elle a visité un complexe sidérurgique. C'est là d'ailleurs que sont groupées la plupart des industries lourdes de la Chine. On a dit que c'était pour éviter d'éventuelles attaques des puissances impérialistes ennemies de la Chine. La délégation a également visité le pont à étages avec des restaurants dans les grands piliers, long de 1.500 m, sur le Yantsekian ou le fleuve jaune. Wouhan est un grand centre métallurgique de la Chine. Tandis qu'Ancheou, ville de la province de Chou-en-laï et de Tian Kai Che, ancien dictateur de la Chine est une ville climatique qui abrite l'industrie de tissage de la soie naturelle. Chou-en-laï est le premier Ministre de la République Populaire de Chine. Shanghaï et Canton sont deux villes très occidentalisées de la Chine : les hommes et les femmes de ces deux villes sont habillés à l'occidental. À Shanghaï, la délégation a dormi dans l'hôtel le plus somptueux et le plus haut de la Chine, plus de 25 étages environ, avec l'ouverture des portes par commande électrique, construit par les puissances étrangères. Shanghaï et Canton sont deux villes situées au bord de la mer.

Les étudiants chinois ont failli commettre la grave erreur de rencontrer séparément les militants du Parti Africain de l'Indépendance membres de la délégation. Heureusement, à l'unanimité, les membres de la délégation ont refusé une telle initiative. Ils ont fait remarquer aux étudiants chinois qu'ils étaient venus visiter leur pays en tant que militants de la FEANF.

Néanmoins, les étudiants chinois ont tenu à leur faire partager l'expérience communiste de la Chine. Les exposés qu'ils ont faits durant leur séjour au pays de Mao Tsé Toung étaient centrés sur l'histoire du Parti Communiste Chinois. Ce qui ne manquera pas de créer un certain malaise au sein de la délégation de la FEANF où il y avait des étudiants n'adhérant pas au marxisme.

Un banquet d'État est offert le 29 septembre 1960 par le Premier Ministre de la Chine populaire, Chou-En-laï, en l'honneur du Président du Conseil Abbas Ferhat. Dans son allocution, Chou-En-Laï rappella les diverses formes de lutte que le peuple algérien avait toujours menées au cours de plus de cent ans. Il

évoqua la précieuse amitié de combat que le peuple algérien et les peuples arabes éprouvent pour le peuple chinois.

Chou-en-laï a su dégager la signification profonde de la lutte menée par le peuple algérien : « la signification et les répercussions de cette lutte ont dépassé de loin les bornes d'un seul pays qu'est l'Algérie. Le brillant exemple qu'a donné le peuple algérien par sa lutte persévérante et son combat héroïque constitue non seulement un très grand encouragement pour les peuples des différents pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine qui luttent pour leur libération nationale, mais encore un soutien direct et énergique à la lutte des peuples du continent africain contre l'impérialisme et pour l'indépendance nationale et est favorable à la paix mondiale du fait que le peuple algérien et l'Armée de Libération Nationale d'Algérie n'ont cessé d'user et d'immobiliser la force principale des troupes coloniales françaises ». À ce banquet d'État organisé à l'Assemblée nationale située à côté de la Place Tian'anmen, j'étais convié en tant que représentant de la FEANF.

J'ai gardé mon carnet de notes qui m'a permis d'évoquer avec précisions les différentes visites effectuées et les multiples cours suivis durant mon séjour.

Le jeudi 4 août 1960, la délégation a été invitée à visiter une usine métallurgique créée en 1918 par un seigneur militaire. Le lendemain, nous avons eu droit à la visite des communes populaires nées en août 1958 et constituées par huit coopératives agricoles de forme supérieure. Le soir, la délégation a assisté à l'Opéra de Pékin. Le lendemain matin, elle s'est rendue à l'Université de Tsinghoua et le soir, elle a visité une commune populaire urbaine. Nos amis chinois ont organisé de nombreuses visites dans différents endroits : musée militaire (le 9 août), atelier des artisans (8 août, institut métallurgique créé en 1958, usine de fabrication de grues de Daïren (15 août), institut de pêche.

Le 28 août 1960 à Nankin, des exposés nous ont été faits sur le développement industriel du chef-lieu de la province du Kiangrou et la capitale du Kuomintang. Nous avons visité le Musée de Taiping, le mausolée de Sun Yat Sen (29 août), une commune populaire (30 août), l'École secondaire technique de Nankin (31 août), une usine d'automobile de type moyen.

La délégation est restée quelques jours à Shanghai où un exposé sur l'histoire de la plus grande ville de la Chine nous a été fait le 1<sup>er</sup> septembre 1960. Le même jour, nous nous sommes rendus à l'usine de stylos fondée en 1931. Nous avons eu à visiter une centrale électrique et une usine de courroie métallique le 2 septembre 1956. Nombreuses étaient les visites : l'Université de Tongtsi, des habitations, une industrie textile, une usine de constructions navales.

La délégation est arrivée le 6 septembre 1960 à Hangtcheou dont l'histoire a été exposée par un professeur. Nous avons eu droit le 9 septembre à la visite d'une usine de soie avant de nous rendre le lendemain à Nantchang. Un exposé détaillé sur l'expérience du Parti Communiste Chinois a été fait. Son auteur s'est

longuement appesanti sur la longue marche tragique de l'histoire de la Chine. Il nous a rappelé que Mao Tse Toung avait amèrement regretté ce type de lutte qui a trop coûté à son pays. L'histoire de la ville de Canton a été largement exposée durant le matin et l'après midi du 15 septembre 1960.

La délégation de la FEANF a pu effectuer de nombreuses visites notamment à l'Institut d'agronomie, à l'École Normale. Elle s'est arrêtée à Wouhan, la grande ville industrielle de 8 500 000 habitants. Elle a visité un combinat métallurgique, une usine de machines - outils, un Institut de minorités nationales, une petite usine de construction mécanique.

Arrivé à Tchengtcheou (Honan), la délégation a écouté un long exposé le 25 septembre 1950 sur la ville et a visité une usine textile. Le lendemain, elle a eu droit à un long exposé sur les communes populaires. Le conférencier nous a donné de nombreuses et quelques précieuses informations sur l'aménagement du Fleuve Jaune, le 2<sup>e</sup> fleuve de la Chine et sur les causes des inondations et des sécheresses.

Dans la capitale du Tchoueng, la délégation de la FEANF a visité le Palais des minorités et le Pavillon du Tibet.

À notre retour à Pékin, un professeur a été chargé de nous donner un cours spécial sur le développement du Parti Communiste Chinois, le rôle des étudiants et la transformation des intellectuels. Il a examiné les causes des cinq erreurs d'orientation du parti. Il a montré comment les ouvriers et les paysans ont pu absorber le marxisme et comment ont été formés les révolutionnaires professionnels. La lutte armée a été largement abordée ainsi que l'analyse des classes.

Le professeur a examiné les relations entre la lutte légale et la lutte clandestine, la propagande, la révolution continue et le développement de la lutte par étape, les coopératives des artisans, les communes populaires. Cet exposé a été fait par Li Tchen Wei, le vice responsable de la section des études de l'histoire de l'École Supérieure du comité central du Parti.

Ce voyage en Chine a permis à la délégation de bien connaître l'histoire, la géographie et l'économie de ce vaste pays aux multiples provinces. Il a donné l'occasion d'entendre les dirigeants chinois déplorer les méfaits de la longue marche. Il a permis aux membres de la délégation de comprendre l'importance de l'industrialisation dans le développement économique d'un pays et l'importance de la modernisation de l'agriculture.

Les dirigeants chinois nous ont montré la nécessité de maîtriser la technologie. Ils n'ont pas hésité à montrer les machines des pays développés qu'ils ont démontées et qu'ils ont imitées sans avoir à acheter des brevets d'invention.

### **Les congrès de la FEANF (1959, 1960 et 1961)**

En décembre 1959, le Mouvement des Étudiants du Parti Africain de l'Indépendance avait l'habitude d'organiser des réunions pour préparer le congrès



de la FEANF et désigner les militants qui devaient occuper les postes au sein du comité exécutif.

Au XI<sup>e</sup> congrès de la FEANF tenu en décembre 1959 à Colonel Fabien, siège du comité central du Parti communiste français, il y eut un incident qui a failli faire éclater la fédération.

Il y eut deux candidats à la présidence : Moustapha Diallo, étudiant sénégalais en médecine et militant du PAI et Abdoulaye Fadiga, étudiant ivoirien en droit. À l'issue du scrutin, Moustapha Diallo l'emportait avec une voix de plus. Abdoulaye Fadiga, furieux, prit le micro pour dénoncer les agissements du PAI et affirma que les membres de ce parti n'étaient pas plus marxistes que lui qui a milité au PCF. Heureusement, Moustapha Diallo a eu l'intelligence de le proposer comme vice-président, le poste que devait occuper Fara Ndiaye selon les recommandations de la direction du MEPAI. Ce geste scellera l'amitié de Moustapha Diallo et d'Abdoulaye Fadiga, amitié qui demeura jusqu'à la mort du futur gouverneur de la BCEAO. Il mettra un terme à la querelle entre étudiants ivoiriens et sénégalais accusés d'être impérialistes.

Après 1960, les « grandes heures de la FEANF » vont céder leur place à son crépuscule. L'obtention de l'indépendance formelle des pays africains sous domination française a diminué progressivement la force et l'aura de la fédération. Il fallait trouver de nouveaux mots d'ordre pour mobiliser les étudiants africains. C'est l'ère de la phase « postcoloniale » selon le mot de Sékou Touré (*La Fédération des Étudiants d'Afrique Noire en France / FEANF 1985*, L'Harmattan).

Le XII<sup>e</sup> congrès tenu à Paris du 25 au 31 décembre 1960 définit ses nouveaux objectifs : la souveraineté nationale et l'indépendance véritable. C'était une grande rupture dans l'orientation de la FEANF qui n'avait plus affaire avec le système colonial classique. La réalisation de ses nouveaux objectifs exigeait cinq conditions :

- 1) La rupture de tous les liens organiques et institutionnels avec les anciennes puissances coloniales et les puissances impérialistes ;
- 2) La dénonciation de tous les accords néocolonialistes avec les puissances impérialistes : accords de coopération, conventions néocolonialistes d'associations au Marché Commun Européen, accords militaires secrets, etc. ;
- 3) La liquidation de toutes les bases étrangères et le retrait des troupes étrangères du sol national ;
- 4) La liquidation des monopoles ;
- 5) L'organisation d'institutions démocratiques assurant le contrôle par les masses populaires de l'édification nationale et la pleine satisfaction de leurs aspirations et de leurs intérêts légitimes.

Comme le remarque à juste titre Sékou Touré, « l'année 1960 marque le passage du mot d'ordre de combat « lutte contre le colonialisme » au nouveau mot d'ordre « lutte contre le néocolonialisme ». Il n'y a pas eu de très grandes discussions théoriques sur le nouveau concept de « néocolonialisme » qui semble être opposé au « paléo-colonialisme » ou colonialisme classique.

Les nouvelles indépendances formelles étaient une simple façade juridique qui camouflait l'existence d'un néo-colonialisme (les « monopoles », les conventions économiques avec le CEE), militaire (existence de bases militaires secrètes conclues entre les gouvernements africains et le gouvernement français, l'intervention de l'ONU, par exemple, au Katanga en 1960).

### **Président de la FEANF pendant deux ans (1961 et 1962)**

#### ***L'année 1961***

Dès le début de décembre 1960, le MEPAI se réunit à la Résidence Poniatowski pour proposer un de ses militants au poste de président. Il y eut deux candidats : Kader Fall, étudiant sénégalais en lettres, secrétaire général du MEPAI et moi-même.

C'est Moustapha Diallo avec qui j'avais milité au sein de l'Association générale des étudiants de Dakar (AGED) comme secrétaire général et avec qui j'avais travaillé au comité exécutif de la FEANF qui était le responsable des organisations de masse au secrétariat du MEPAI. C'est dans ces conditions que le président sortant Moustapha Diallo me proposa comme candidat à la présidence de la FEANF.

Je fus élu au XI<sup>e</sup> congrès de 1960 président du comité exécutif dont la composition est la suivante :

Président : Amady Aly Dieng,  
 Secrétaire Général : Sékou Traoré (Guinéen),  
 Vice-président aux Affaires Extérieures : Idêfê Simon Ogouma (Dahoméen),  
 Vice-président aux Affaires Panafricaines : Kémoko Keita (Guinéen),  
 Vice-président aux Affaires Sociales : Fara Ndiaye (Sénégalais),  
 Vice-président aux Affaires Culturelles : Mamadou Djibril Diallo (Sénégalais),  
 Vice-président à l'Information et Directeur du Journal : Michel Ndoh (Camerounais),  
 Rédacteur en chef du Journal : Jacques Baroum (Tchadien),  
 Trésorier Général : Yves Brenner (Togolais),  
 Trésorier Général Adjoint : Abdourahmane Bah (Guinéen),  
 Secrétaire aux Affaires Panafricaines : Jacques Adéhossi (Nigérien),  
 Secrétaire aux Affaires Sociales : Emma Sanwee (Togolaise),  
 Secrétaire aux Affaires Panafricaines : Abdou El Caba Touré (Sénégalais),  
 Secrétaire Général Adjoint : Abdallahi Ould Maouloud (Mauritanien).

Ce comité exécutif a été amputé de deux membres. La Togolaise Emma Sanwee n'est venue qu'une seule fois en réunion. Le Mauritanien Abdallahi Ould Maouloud n'a pas occupé son poste. Ce fait s'explique par le désir formulé par la section mauritanienne de la FEANF de ne plus être membre de la Fédération. Elle a constitué une délégation pour dire que la Mauritanie n'appartient pas à l'Afrique Noire seulement et qu'elle fait aussi partie de l'Afrique Blanche.

Les étudiants d'Afrique Occidentale dominent largement ce comité exécutif (12 sur 24). Les militants du PAI occupent des postes stratégiques. Ils sont au nombre de sept sur quatorze.

Dès le 10 janvier 1961, un détachement de la DST (Division de la sûreté du territoire) est venu perquisitionner le siège de la FEANF en exhibant un papier officiel l'habilitant à perquisitionner à la suite de la publication du *Sang de Bandoeng* en 1958. J'étais présent ce jour au siège. Le policier qui dirigeait le détachement de la DST me demanda de descendre au sous-sol avec mes collaborateurs. C'était une manœuvre qui lui permettait de voler les documents relatifs au dernier congrès de la FEANF qui se trouvaient au rez-de-chaussée. Un de nos informateurs africains nous apprendra par la suite que le détachement de la DST voulait avoir d'urgence les résolutions de notre congrès et que les papiers concernant *Le Sang de Bandoeng* servaient de prétexte.

Le comité exécutif de la FEANF a publié le 24 janvier un communiqué sur le Congo-Léopoldville qui a été le théâtre de crimes abominables perpétrés dans l'ancienne colonie belge.

Le Secrétaire Général de l'ONU Dag Hammarjöld viola ouvertement les décisions du Conseil de Sécurité et de l'Assemblée Générale de l'ONU et utilisa les « casques bleus » de l'ONU pour désarmer les troupes congolaises, mettre le Premier Ministre Lumumba dans l'impossibilité d'exercer ses fonctions et installer de vils prébendiers à la solde de l'impérialisme. C'est avec la complicité des forces de l'ONU, la trahison des États africains dits de la Communauté et de certains pays indépendants d'Afrique (Tunisie, contingent dirigé par le général marocain Kettani, etc.) que le traître Kasavubu et l'ignoble Mobutu ont pu semer la terreur dans les conditions odieuses de l'assassinat Patrice Lumumba, Premier Ministre du Gouvernement central congolais.

À l'annonce de l'assassinat de Patrice Lumumba, la FEANF a organisé une grande manifestation à Paris avec la participation active de Me Jacques Vergès. Celle-ci a été sauvagement réprimée. Le Parti Communiste Français a organisé un grand meeting à Paris pour protester contre l'attitude du gouvernement français. La FEANF y était représentée par le secrétaire général, Sékou Traoré qui, de ce fait, a été expulsé de France. Ce dernier est allé à Prague pour continuer ses études de mathématiques à Varsovie en Pologne.

À la suite de la perquisition du siège opérée par la police française le 10 janvier 1961, la secrétaire de la FEANF qu'on appelait Lili a eu tellement peur qu'elle ne revint plus au siège. Elle fut remplacée par une Guadeloupéenne, Anne Balzumont, une pensionnaire du Foyer des jeunes filles située à la rue Rollin, au quartier Latin.

Au cours de l'année 1961, le gouvernement français n'hésita pas à utiliser la corruption et la répression pour liquider la Fédération des Étudiants d'Afrique Noire en France, coupable de lutter pour l'indépendance véritable des pays africains.

Il proposait des subventions substantielles aux sections académiques de la FEANF pour détourner les étudiants africains de la lutte contre l'oppression et pour les orienter vers des activités purement distractives ou folkloriques. Devant l'échec de ces manœuvres, un député UNR Raphaël Leygues alla en mission officielle pour voir tous les gouvernements « africains » alliés à l'impérialisme français et pour mettre sur pied une politique de répression contre les étudiants décidés à lutter pour la liquidation définitive du système colonial.

Au cours des mois de janvier et de février 1961, le gouvernement français intensifia sa politique de répression : expulsions de quatre étudiants Camerounais, matraquage sauvage des étudiants africains par la police française à Paris, Toulouse, Lille etc., chasse aux nègres à l'Etoile lors des manifestations organisées à l'occasion de l'assassinat du grand patriote africain Lumumba et de ses deux compagnons : le ministre Maurice M'Polo et le président du Sénat Joseph Kotiko, expulsion *manu militari* de quatre étudiants africains dont deux Maliens et deux Guinéens, convocations multipliées à la police, intimidations, vérification des pièces d'identité des étudiants à visage d'ébène devant les restaurants universitaires, procès et condamnations de certains responsables des sections académiques. Dans ce travail de répression, les fascistes de *Jeune Nation* étaient de la partie. Aidés par la presse réactionnaire et les puissances d'argent, ils répandirent des tracts mensongers pour semer la haine contre les Nègres. Dans ces tracts, ils affirmaient que nous étions « des ingrats » qui étions entretenus sur le sol français grâce à des bourses françaises. Ces affirmations sont d'ignobles mensonges. Car sur les 8 000 étudiants que nous étions en France 4 000 étaient des non-boursiers vivant grâce à l'argent de leurs parents, les 4 000 boursiers sont des boursiers non de la France, mais de leurs territoires. Les étudiants fascistes, racistes et parlant de leur Empire, s'arment de chaînes de vélos, de matraques, de poignards pour attaquer lâchement les étudiants isolés dans les villes de province comme Toulouse. Cela ne pouvait durer. Nous ne pouvons pas devant une telle situation rester indifférents. La Fédération, après avoir organisé des grèves de cours et de restaurations ainsi que des campagnes

d'information, a convoqué un congrès extraordinaire qui devait examiner les problèmes posés par le gouvernement français en ce qui concerne notre présence dans les universités françaises.

Le mot d'ordre de désertion de l'université française commença à circuler parmi les militants de la FEANF.

Le XIIe congrès a marqué un tournant décisif dans le mouvement étudiant. Depuis, il s'est passé beaucoup d'événements qui ont nécessité la convocation en avril 1961 d'un congrès extraordinaire qui a réaffirmé les positions prises par le XIIe congrès. Une nouvelle situation est créée en France et dans les pays africains. Cette situation doit amener les militants de la FEANF à redéfinir leurs mots d'ordre et à réorganiser leurs structures.

Le XIIIe congrès a réaffirmé les positions prises par le XIIe congrès, malgré la politique de répression qui s'est abattue sur les étudiants. Le gouvernement français avec la complicité des gouvernements africains a poursuivi une vaste politique de répression contre les étudiants africains (expulsion d'étudiants maliens, guinéens, camerounais, gabonais, ivoiriens, emprisonnement des dirigeants de l'Union Générale des Étudiants de Côte d'Ivoire (UGECI), procès engagés contre certains responsables, etc.).

L'impérialisme ayant subi de grands coups tenta de se maintenir par tous les moyens. Il s'opposa à l'existence des libertés démocratiques, chercha à survivre sous des nouvelles formes et continua à diviser les peuples africains.

Dans ces conditions, le comité exécutif a compris la nécessité de bien examiner les problèmes fondamentaux et de formuler des mots d'ordre nouveaux. Il a concentré ses efforts sur trois points :

- 1) La lutte pour l'instauration des libertés démocratiques ;
- 2) La lutte pour une indépendance réelle ;
- 3) La lutte pour une unité véritable.

L'année 1961 est demeurée une année de répression des militants de la FEANF. Marcel Anoma, étudiant ivoirien en 6<sup>e</sup> année de médecine à l'université de Strasbourg, Mory Doumbia, étudiant ivoirien à Dijon et Memel Kebé, étudiant ivoirien en médecine à Marseille furent expulsés de la France en juillet 1961. Initialement, leur avion devait effectuer un vol direct de Marseille à Abidjan, mais un passager de dernière heure devait changer d'avion à Bamako. Ces trois étudiants expulsés entrevirent une chance d'échapper aux griffes de la police d'Houphouët. Heureusement, le droit d'asile leur fut accordé dès le 8 juillet 1961, date de leur arrivée à Bamako.

Marcel Anoma reçut plusieurs coups de poings et de pieds : « les coups reçus me laissèrent profondément abruti. C'est dans cet état que je fus conduit à bord de l'avion en partance pour Abidjan via Marseille », a-t-il écrit dans son récit d'expulsion du territoire de France le 7 juillet 1961, daté du 3 août 1961 et envoyé à Bamako au comité exécutif de la FEANF.

J'ai assisté au 50<sup>e</sup> congrès de l'Union nationale des étudiants de France tenu à Caen (Normandie) du 26 au 31 mars 1961. Je suis intervenu à la séance d'ouverture avant de rendre visite aux responsables de la section académique de la FEANF. J'ai eu l'occasion de discuter avec Makhmout Sy, un ami de Babacar Sine et étudiant en droit qui logeait à la cité universitaire.

Thomas Melone, un militant de l'UPC et étudiant en lettres, représentait l'Union nationale des étudiants du Kamerun au Congrès de l'UNEF. Là, les étudiants Kamerunais avaient refusé à la FEANF le droit, contrairement aux autres sections territoriales, de le représenter sur le plan international en avançant l'argument selon lequel il y avait la lutte armée dans leur pays. Ce n'était pas la première fois que l'UNEF a tenu à manifester son indépendance à l'égard de la FEANF. Elle entretenait des relations avec l'UNEF alors que la FEANF les avait rompues.

Les mesures d'expulsion d'étudiants africains se multipliaient. En mai 1960, l'étudiant guinéen Mamadou Barry, ancien représentant de la FEANF auprès de l'UIE à Prague, est expulsé. Le 15 février 1961, l'étudiant camerounais et membre de l'UPC Jean-Martin Tchaptchet est expulsé sur la demande du gouvernement d'Ahidjo. Le 19 février 1961, les trois étudiants camerounais et militants de l'UPC, Michel Ndoh, René Woungly Massaga et Joseph Étoundi, menacés d'extradition, trouvaient refuge à l'ambassade du Ghana à Paris où je leur ai rendu visite. La police française était là pour veiller aux allées et venues de leurs visiteurs. L'étudiant guinéen Mamadi Keita et l'élève vétérinaire malien Abdoul Ba sont expulsés de France.

Un congrès extraordinaire, le XIII<sup>e</sup> congrès est convoqué à Paris en avril 1961. Malgré la brutalité de la répression, le congrès extraordinaire réaffirma solennellement toutes les décisions du XII<sup>e</sup> congrès.

À ce congrès, la FEANF devait se prononcer sur le mot d'ordre de « désertion de l'université française » qui a été largement discuté dans les sections académiques. Ce mot d'ordre m'avait paru aventurier et irresponsable. Il devait aboutir à une liquidation d'un instrument précieux de lutte comme la FEANF péniblement mise sur pied.

Il était soutenu essentiellement par certains membres du comité exécutif comme par exemple Simon Idéfé Ogouma, étudiant dahoméen en statistiques et vice-président aux affaires extérieures de la FEANF.

Le Secrétaire général de la FEANF, Sékou Traoré, était frénétiquement pour la « désertion des universités françaises pour les universités des pays socialistes ». Ce mot d'ordre avait été formulé de sa propre initiative lors d'une réunion du comité exécutif au cours du mois de février 1961, comme il l'écrit dans son livre : *Responsabilités historiques des étudiants africains* (seconde édition corrigée, 1973, Editions Anthropos, p. 54).

On lui a répliqué que pour combattre l'impérialisme français, il faut être sur place en France. Sekou Traoré contesta la position du congrès extraordinaire de

la FEANF et écrivit : « Ce point de vue du congrès extraordinaire de la FEANF est très discutable. À notre avis, pour combattre l'impérialisme français qui sévit dans les États africains, il faut être sur place en Afrique, et non en France » (1973:55). Cet argument est très faible. Il ne restait plus qu'à demander aux étudiants africains de retourner en Afrique pour ne plus faire des études et devenir sur place des combattants de l'indépendance.

Par ailleurs, Sékou Traoré ne fit pas preuve de lucidité politique et d'esprit de responsabilité lorsqu'il préconisa le mot d'ordre « désertion des universités françaises pour les universités des pays socialistes ». Voilà une formulation qui fit penser que les militants de la FEANF étaient tous des communistes alors que celle-ci était une organisation de masse. Pourquoi Sékou Traoré voulait-il que les étudiants africains aillent faire leurs études uniquement dans les pays socialistes ? Il existait bien des universités dans les pays capitalistes développés comme la Belgique, la Suisse, l'Angleterre, les États-Unis, le Canada. Ainsi, par son mot d'ordre, Sékou Traoré confortait l'idée selon laquelle la FEANF était une organisation communiste et amena de l'eau au moulin du gouvernement français qui cherchait à interdire la FEANF.

J'étais contre le boycott de l'université française pour plusieurs raisons. D'abord, le comité exécutif n'avait guère la possibilité d'amener tous les étudiants africains à quitter la France.

Ensuite, quels sont les pays de l'Est qui pouvaient les accueillir ? C'était la grande question à laquelle il fallait répondre. Le secrétaire de l'Union Internationale des Étudiants (UIE) Jiri Pelikan m'avait clairement dit que les pays de l'Est ne pouvaient recevoir les 8 000 étudiants censés être membres de la FEANF. Il ajoutait que les étudiants africains habitués à vivre en chambre individuelle en France ne pourraient guère supporter de vivre à deux ou à quatre dans une chambre dans les pays socialistes.

Par ailleurs, certains étudiants africains ne pourraient guère retrouver des établissements universitaires (universités ou grandes écoles) qui correspondaient aux études qu'ils avaient entamées en France.

Enfin, nos amis étudiants algériens, membres du FLN, avec qui j'étais secrètement en contact, m'avaient demandé de ne pas commettre l'erreur d'adopter le mot d'ordre de boycott de l'université française qu'ils avaient imposé aux étudiants algériens. Ils m'avaient précisé que cette prise de position avait été une grande erreur malgré le soutien dont ils bénéficiaient de la part du FLN et du gouvernement provisoire de la République Algérienne (GPRA). Ils avaient ajouté que la FEANF ne bénéficiait pas de soutien politique des gouvernements africains qui déployaient d'énormes efforts pour la liquider.

J'ai tout fait pour dissuader les membres du comité exécutif d'adopter le mot d'ordre de boycott de l'université française. Je leur ai fait remarquer que j'avais pratiquement terminé mes études, il me restait seulement à rédiger ma thèse, alors que beaucoup d'étudiants africains n'avaient pas bouclé leur cycle

universitaire. Aller dans un pays de l'Est ne me gênait pas ; car je n'avais aucune charge familiale à assumer en France ou en Afrique. De plus, je pouvais apprendre une langue de plus.

Il était nécessaire de tenir compte de l'expérience de la FEANF qui avait décrété la grève des cours. Cet acte avait porté préjudice aux militants de la FEANF qui étaient élèves dans les grandes écoles. À la section de Toulouse, il y a eu une grave crise qui avait abouti à l'exclusion de certains membres.

Devant la gravité de la situation, j'ai demandé au comité exécutif d'envoyer une délégation visiter les sections académiques pour recueillir l'opinion des militants. Ballet, un stagiaire dahoméen de l'ENFOM, nous a prêté sa voiture. Piloté par Yves Brenner, le trésorier général, Fara Ndiaye, Ballet et moi-même nous allions parcourir les principales sections académiques de la FEANF : Tours, Poitiers, Bordeaux, Toulouse, Dijon, Grenoble, Lyon, Reims.

À l'issue de notre tournée, le comité exécutif fit un bilan. Premièrement, nous n'avons pu réunir que 1 200 étudiants environ sur les 8 000 membres de la FEANF. Deuxièmement, le mot d'ordre de boycott de l'université française n'a guère suscité de l'enthousiasme parmi les étudiants venus écouter la délégation. Troisièmement, on pouvait noter la baisse d'intérêt que commençaient à manifester les étudiants africains à l'égard de l'organisation fédérale (la FEANF).

*Le premier congrès syndical panafricain à Casablanca, mai 1961*

Je me suis rendu à Casablanca en mai 1961 pour participer aux travaux du premier congrès syndical panafricain qui se sont déroulés à l'hôtel Maraba. J'ai eu l'occasion de rencontrer des syndicalistes sénégalais comme Abdoulaye Ba, le cheminot de Thiès, Abdoulaye Thiaw. La Guinée de Sékou Touré était fortement représentée avec la présence de Cheikh Mbaye, Mouctar Diallo, Oularé, Jeanne Martin.

La séance d'ouverture était présidée par le roi du Maroc, Hassane II. La présence des forces de l'ordre était massive autour de l'hôtel Maraba. C'était pour moi l'indice de l'existence d'un véritable régime policier que je n'appréciais guère. J'ai eu à intervenir, au nom de la FEANF, qui appuyait fortement le mouvement d'unification du mouvement syndical au niveau panafricain.

Le rapport de doctrine et d'orientation a été présenté par Mahjoub Ben Seddiq, secrétaire général de l'Union Marocaine du Travail et président du comité préparatoire du Congrès.

L'idée de la tenue d'une conférence syndicale panafricaine est devenue une réalité. Cette conférence fera date dans les annales de la libération de l'Afrique. Elle n'a pas manqué de soulever des interrogations et de se heurter à des obstacles. Mais elle s'inscrivait dans le sens de l'histoire en raison du fort courant unitaire qui soufflait sur le continent selon Mahjoub Ben Seddiq : « Le vent de l'Unité souffle violemment en Afrique, balayant sur son chemin les obstacles et



réduisant les résistances. Par sa soudaineté, sa violence et l'élan révolutionnaire dont elle fait preuve, l'Afrique retient l'attention ».

À cette conférence était présent le tristement célèbre secrétaire général de la CISL, Irwing Brown, la centrale syndicale contrôlée par les États-Unis et instrumentalisée par la CIA. On m'avait signalé la présence d'Emmanuel Wallerstein, un sociologue américain, résidant à Paris que je connaissais très bien et que je rencontrais très souvent dans les réunions organisées à Paris par Alioune Diop, directeur de *Présence Africaine*.

Après la clôture du congrès, les participants étaient invités à une réception organisée par le roi du Maroc, Hassan II. C'est un train où régnait une très grande anarchie qui mena les congressistes à cette réception organisée à Rabat. Là, nous avons eu droit à de la musique marocaine exécutée par deux troupes royales.

Cette conférence m'a permis d'apprécier plus correctement l'ingérence des puissances occidentales dans les affaires politiques et syndicales de l'Afrique.

*La FEANF et le Congrès constitutif de l'Union Générale des Étudiants d'Afrique Noire sous domination coloniale portugaise (UGEAN)*

Ce congrès s'est tenu à Rabat du 22 au 25 septembre 1961. À la fin de ce congrès, le comité exécutif ainsi composé fut élu. Desiderio Graça, président de l'UGEAN, Alberto Passos, vice-président aux affaires extérieures, Carlos Correia, vice-président aux affaires sociales et culturelles, Daniel Neves, vice-président à la Presse et à l'Information, José Fret, Secrétaire général chargé de la trésorerie.

L'UNEM, l'UGEMA, l'UNEB, l'UNSA, l'UIF, le COSEC avaient envoyé au congrès des observateurs. L'UGEAO avait envoyé Emile Ologoudou, un étudiant dahoméen en lettres à l'université de Dakar. La FEANF avait porté son choix sur le président de l'Association des étudiants tchadiens, Djime Pierre, un étudiant en droit qui sera plus tard le président de la Cour suprême de son pays.

*La FEANF et le séminaire de Moscou*

En juillet 1961, une forte délégation de la FEANF ainsi composée : Amady Aly Dieng, Sékou Traoré, Ange Félix Patassé, Simon Ogouma, Cheikh Bâ, se rendit à Moscou pour participer à un séminaire organisé par les jeunes Soviétiques. J'ai eu l'occasion d'y rencontrer certains membres de la délégation guinéenne comme Madame Aminatou, l'épouse d'Ibrahima Bâ Kaba, professeur de Physique, l'historien Djibril Tamsir Niane et un Nigérien Attaher Maïga.

C'est à l'occasion de ce séminaire que Simon Idèfé Ogouma, vice-président aux relations extérieures de la FEANF, a réussi à demander à Ange Félix Patassé de ne pas épouser une Française pour des raisons politiques. En effet, presque tous les dirigeants politiques centrafricains membres du MEPAI avaient contracté un mariage mixte. A un moment, Ange Félix Patassé voulait épouser une

femme sénégalaise. La délégation l'en a dissuadé et lui a demandé d'épouser une Centrafricaine.

Sékou Traoré s'était singularisé dans la délégation en s'affichant comme étant un étudiant communiste. Cela a séduit les jeunes du Komsomol qui lui avaient réservé un traitement privilégié.

Les autres membres de la délégation rentrèrent à Paris. Cheikh Bâ, Adèle Kounouvo, une étudiante en journalisme à Prague et moi, nous fûmes invités à effectuer un séjour à Odessa du côté de la mer Noire. Lors de notre passage à Kiev, j'ai eu à accorder une interview à la radiodiffusion de l'URSS à propos du vol du cosmonaute soviétique, German Titov. Nous avons longtemps discuté avec Ibrahima Konaté, ancien secrétaire général de la FEANF et étudiant en médecine à Kiev qui a parlé des agressions que les étudiants africains subissaient de la part des populations. Cela posait le problème du racisme anti-noir dans un pays socialiste. Nous étions obligés d'en rechercher les causes.

### ***L'année 1962***

Lors du XIVe congrès qui s'est tenu à Paris du 27 au 30 décembre 1961. Je suis réélu avec le comité ainsi composé :

Président : Amady Aly Dieng (Sénégalais),  
Secrétaire Général : Mamadou Lo (Sénégalais),  
Vice-président aux affaires extérieures : Simon Idêfé Ogouma (Dahoméen),  
Vice-président aux affaires panafricaines : Jacques Baroum (Tchadien),  
Vice-président aux affaires sociales : Ambroise Matsouka (Centrafricain),  
Vice-président aux affaires culturelles : Léopold Ouédraogo (Voltaïque),  
Vice-président à l'information, directeur du Journal : *Kokou Abolo* (Togolais),  
Rédacteur en chef du Journal : Guy Hazoumé (Dahoméen),  
Trésorier général : Hubert Yaméogo (Voltaïque),  
Secrétaire aux affaires extérieures : Moctar Kombo (Centrafricain),  
Secrétaire aux affaires panafricaines : Abdoulaye Séga Sow (Sénégalais),  
Secrétaire aux affaires panafricaines : Hyacinth Ouédraogo (Voltaïque),  
Secrétaire administratif au Journal : Amadou Tall (Sénégal),  
Secrétaire aux affaires culturelles : Maxwell Lawson (Togolais),  
Secrétaire aux affaires sociales : Bah Thierno Aliou (Guinéen),  
Secrétaire aux affaires sociales : Blaise Mobioh (Ivoirien).

Le comité exécutif est contrôlé par le PAI qui y compte huit parmi les dix-huit membres du comité exécutif.

Le nombre des membres du comité exécutif a augmenté en passant de 14 à 18. Cela résultant d'une nouvelle appréciation de la situation politique de l'Afrique. En effet, les structures de la FEANF correspondaient à l'existence de deux grandes fédérations : AOF et Togo. C'est au niveau de ces deux grands ensembles que les problèmes des étudiants africains étaient résolus pour l'essentiel.

Les choses ont changé avec la liquidation des deux fédérations. Dans ces conditions, le rôle politique des territoires était devenu plus important. Les problèmes des étudiants étaient en grande partie résolus par les territoires. Mais en même temps, les étudiants africains, du fait de leur présence en France, avaient à faire face à certains problèmes communs qui ne pouvaient être résolus qu'au niveau d'une organisation unique.

C'est en tenant compte de ces changements politiques que la direction de la FEANF avait proposé au congrès de décembre 1961 les modifications suivantes aux structures du comité exécutif :

- Élection de 5 membres (le président, le secrétaire général, le trésorier général et deux secrétaires adjoints dont l'un serait spécialement chargé des relations avec les sections territoriales) ;
- Élection par le congrès de chaque association territoriale aux autres postes du comité exécutif.

Pour mettre en pratique cette réforme, au cas où elle serait adoptée, le comité exécutif avait demandé aux associations territoriales de se tenir prêtes pour présenter leurs candidats au Congrès.

Ainsi, la FEANF a été obligée de tenir compte des effets de la balkanisation de l'Afrique sur ses structures.

Le 19 avril 1962, sept ans jour pour jour après la création de l'organisation chargée d'aider les étudiants africains en France et deux ans après les indépendances africains, l'Office des étudiants d'Outre-mer devenait l'Office de coopération et d'accueil universitaire (OCAU). Le 14 août, l'OCAU excluait les étudiants africains de son conseil d'administration. Les accords d'Évian signés le 18 mars 1962 reconnaissent l'indépendance d'Algérie le 3 juillet.

Au cours de l'année 1962, le comité exécutif a multiplié les activités culturelles au sein de la Fédération et a incité ses membres à participer à des colloques ou séminaires.

#### *Colloque sur le développement des échanges culturels*

Un colloque ouvert à toutes les personnalités, organisations et publications intéressées devait se dérouler à Paris du 28 au 31 mars 1962, au Palais de la mutualité, 24, rue Saint-Victor Paris V.

Les discussions de ce colloque devaient porter sur le thème « Comment développer les échanges franco-africains dans l'esprit de la lutte anticolonialiste et de la fraternité entre les peuples.

À ce colloque devaient participer d'éminentes personnalités universitaires et politiques comme Jean Dresch, professeur à la Sorbonne, Charles Bettelheim, directeur d'études à l'École des Hautes Études, Jean Bénard, professeur agrégé des Facultés de droit et de sciences économiques, Pierre Boiteau, ancien directeur de l'Institut de la Recherche Scientifique de Madagascar, Raymond Barbé, ancien conseiller de l'Union française, Jacques Charrière, docteur en droit, Pierre Cot, ancien ministre, directeur d'études à l'École des Hautes Études, René Dumont, professeur à l'Institut national agronomique, Georges Fischer, maître de recherches au CNRS, Roger Garaudy, directeur de la revue *Économie et Politique*, Michel Leiris, Musée de l'Homme, Jean-Suret-Canale, directeur de l'Institut national de recherches et de documentation de la République de Guinée, Docteur Pierre Bosquet, Docteur Regnier.

Étaient attendus aussi à ce colloque des pédagogues, des militants syndicalistes de l'enseignement comme Paul Delanoue, vice-président de la FISE, des étudiants, des militants syndicalistes comme Marcel Dufriche.

Au titre de la revue *Démocratie Nouvelle*, devaient prendre part à ce colloque Eugène Aubel, professeur honoraire à la Sorbonne, Joanny Berlioz, Paul Noirot, Michel Brugier, Georges Fournial, Robert Lambotte, journaliste à *L'Humanité*.

À cet appel ont répondu favorablement le Parti démocratique de Guinée (PDG), l'Union Soudanaise et la CNTM, le Parti Africain de l'Indépendance (PAI), l'Union des Populations du Cameroun (UPC) et des syndicats du Sénégal et du Cameroun.

En marge de ce colloque et notamment les 25 et 27 mars dans la soirée (grande salle de la Mutualité) devait être organisée une semaine du cinéma sur l'Afrique au cours de laquelle toutes les projections cinématographiques devaient être l'occasion de discussions entre Français et Africains.

Le 14<sup>e</sup> congrès de la FEANF vota à l'unanimité une motion invitant les étudiants africains à participer à ce colloque.

Ce colloque franco-africain, patronné par la revue *Démocratie Nouvelle* qui allait réunir avec les ministres de l'Éducation nationale de Guinée et du Mali, d'autres éminentes personnalités africaines et de chercheurs et professeurs français, fut brutalement frappé d'interdit par M. Papon, préfet de police. C'est à Jean Dresch, professeur à la Sorbonne qu'il a notifié que la réunion d'un colloque franco-africain serait « de nature à troubler l'ordre public ».

J'étais membre du Comité préparatoire de ce colloque dont les réunions se tenaient dans l'immense bibliothèque personnelle de Jean Dresch qui avait son domicile au 80, rue Notre Dame à Paris VIe.

D'une haute stature, l'œil vif et les sourcils noirs drus, cet universitaire qu'Yves Lacoste a qualifié de « géographe anticolonialiste » savait animer nos réunions. Ce spécialiste de la géographie ne manquait pas de nous raconter quelques histoires montrant la naïveté de son parti, le Parti communiste français. Ce parti ne croyait guère à une possibilité pour les peuples africains de se libérer. Il subordonnait cette libération à la prise du pouvoir en France par le PCF comme cela a été le cas avec les pays coloniaux de l'Asie en URSS.

C'est à la suite de l'interdiction de ce colloque que *La Pensée* a été heureuse d'ouvrir ses colonnes à deux étudiants africains ayant participé au colloque sur les problèmes de la littérature négro-africaine récemment organisé par la Fédération des étudiants d'Afrique noire en France.

C'est Pierre Boiteau qui a retracé, dans le numéro 103 (mai-juin 1962) de *La Pensée*, les étapes de la poésie négro-africaine. Les contributions de Moustapha Bal, un futur inspecteur des impôts mauritanien et Condetto Néné Khaly Camara, un futur ministre guinéen ont permis de suivre l'évolution qui s'est produite dans la poésie négro-africaine d'expression française.

Comme ils l'ont montré, les chantres de la négritude avaient adopté un autre mode d'expression plus percutant, de la révolte. Mais, quel que puisse être leur talent, ils restaient des révoltés et non des révolutionnaires.

Certes, Jacques Rabemananjara se faisait le chantre de la liberté dans ses poèmes lorsqu'il était détenu à la prison d'Antanimora.

Mais depuis qu'il est ministre, il emprisonne les patriotes malgaches les plus conquérants. Senghor parle du « socialisme africain », mais il persécute les militants du Parti Africain de l'Indépendance qui luttent pour l'instauration d'un régime conforme aux intérêts nationaux du peuple sénégalais.

Pierre Boiteau estimait utile de montrer en quoi l'étape de la négritude constituait un progrès, dans sa forme et dans son contenu, par rapport aux formes antérieures d'expression poétique. Mais il est aussi nécessaire de montrer les limites que ses propres insuffisances idéologiques assignaient à cet art. Il est d'ailleurs juste d'ajouter que des fauteurs qui lui sont extérieurs, telle l'apparition d'un processus accéléré de différenciation des classes après la conquête de l'indépendance politique, ont contribué à précipiter sa caducité.

Ainsi, l'article de Condetto Néné Khaly Camara : *Conscience nationale et poésie négro-africaine d'expression française*, et l'étude de Mustapha Bal : *L'homme noir dans la poésie* ont été intégralement publiés dans *La Pensée*.

La Fédération des étudiants d'Afrique noire en France a organisé à son siège (6 bis, cité Rougemont Paris 9<sup>e</sup>) du 30 au 31 mars 1962 un séminaire sur le

thème suivant : « Traits caractéristiques des pays d'Afrique Noire ». Ce séminaire, après celui organisé en juillet 1961 sur le thème « Littérature et Politique », a revêtu une très grande importance, car il permettait aux étudiants africains d'enrichir leur connaissance dans le domaine de l'économie des pays du continent. Ainsi, ils pouvaient mettre à nu les mécanismes d'exploitation néocoloniale des peuples africains. L'organisation de ce type de séminaire répondait au désir d'armer intellectuellement les étudiants dans leur lutte pour l'indépendance et de montrer que le combat n'était pas seulement politique, mais aussi économique et culturel.

*Le séminaire sur les problèmes de l'enseignement en Afrique noire*

Le comité exécutif de la FEANF a organisé du 16 au 17 juillet 1962 à son siège un séminaire sur les problèmes de l'enseignement en Afrique. Il était surtout préoccupé par la nécessité de réformer les programmes d'enseignement à la suite de l'acquisition de l'indépendance politique des pays africains sous domination française. Des contributions ont été demandées à des professeurs africains et français qui avaient une très grande expérience dans leur domaine. Assane Seck, enseignant de géographie à l'Université de Dakar, nous a envoyé une intéressante communication. Jean-Bernard, professeur d'économie à Poitiers et membre du Parti communiste français, avait été sollicité pour présenter une communication. Par susceptibilité et surtout par manque de respect pour lui de la part du comité exécutif, il avait en définitive décliné notre invitation. Il ne nous a jamais expliqué en quoi le comité exécutif lui avait manqué de respect.

Moctar Tall a dressé un bilan de l'enseignement technique pendant la colonisation. Oumar Kane, un ancien militant de la FEANF, a abordé le problème de l'enseignement de l'histoire en Afrique. Simon Ifédé Ogouma, un ancien vice-président aux affaires extérieures de la FEANF, a traité des problèmes de l'alphabétisation des masses et des langues françaises.

Le texte de Madame Jacqueline Ki-Zerbo a porté sur l'enseignement féminin en Afrique Occidentale. Djibril Sène, un futur ingénieur agronome, s'est attaché à poser les problèmes relatifs à l'enseignement agronomique en Afrique Noire.

Le professeur Charles Bettelheim, directeur d'études à l'École pratique de Hautes Études, a fait des observations pertinentes sur le projet de rapport de travail préparé par le professeur David Walker au nom de l'Association économique internationale et des propositions nouvelles. Il s'agissait de discuter des problèmes relatifs à la rédaction d'un manuel destiné aux étudiants africains et envisagé par l'UNESCO et l'Association économique internationale (cf. Remarques sur le projet de rapport de travail préparé par le professeur David Walker au nom de l'Association économique internationale et propositions nouvelles rédigées par le professeur C. Bettelheim, 7 pages).

Dès les premiers mois de l'année 1962, la FEANF a entretenu des relations difficiles avec le gouvernement de Sékou Touré à cause de la répression des syndicalistes, des enseignants et des étudiants.

Le comité exécutif s'est montré conciliant avec le gouvernement guinéen qui a fait montre d'une intransigeance incompréhensible. Il a demandé, pour ne pas jeter de l'huile sur le feu, à la section guinéenne de la FEANF de faire preuve d'un esprit de responsabilité pour ne pas envoyer des télégrammes de protestations à caractère injurieux. Mais ainsi Alpha Ibrahima Sow a traité les membres du comité exécutif de poltrons.

### **Les graves événements de novembre 1961 survenus en Guinée**

À la Conférence nationale du Parti démocratique de Guinée (PDG) tenue à Conakry en août 1961, Sékou Touré a choisi de mettre en application une politique dictatoriale dans le pays et de réprimer les syndicalistes, les enseignants et les étudiants. Il écrit : « Pour maintenir et renforcer la discipline nationale dans les milieux estudiantins, nous devons désormais exiger des nouveaux boursiers de la nation le critère de fidélité au PDG et au pays ».

Le gouvernement guinéen décida de dissoudre la section guinéenne de la FEANF, d'interdire aux étudiants guinéens de continuer à militer dans la FEANF et d'instituer à la place de la section guinéenne de la FEANF une multitude de comités JRDA (Jeunesse du Rassemblement Démocratique Africain).

Mais ni l'association des étudiants guinéens de France (AEGF) ni la FEANF n'ont voulu porter le différend sur le plan public. De plus, le comité exécutif de la FEANF demanda à son Excellence l'Ambassadeur de Guinée à Paris, Tibou Tounkara, à aller débattre du différend avec les premiers responsables guinéens à Conakry. Mais un refus mal déguisé lui fut opposé.

Les étudiants guinéens sont sommés de faire connaître leur position. Ceux qui ne voulaient pas approuver les mesures de répression perdirent leurs bourses. Certains furent rapatriés ou bannis. C'est à la faveur de cette atmosphère de menaces, de panique et de déloyauté que l'AEGF a été amenée à approuver les mesures répressives prises contre les syndicalistes, enseignants et à s'aligner sur la politique du PDG et du gouvernement, se contentant de réclamer platoniquement la clémence pour les syndicalistes menacés de mort. Ces prises de position étaient essentiellement le fait d'une minorité et non de tous les étudiants guinéens en France.

Les événements de novembre 1961 devaient fournir un prétexte aux dirigeants guinéens pour renforcer l'inféodation de l'AEGF dans le PDG. A son XIVe congrès, la FEANF a pris nettement position contre l'orientation antidémocratique de la politique guinéenne.

Au XV<sup>e</sup> congrès qui est un congrès extraordinaire tenu en avril 1961, la délégation de l'AEGF conduite par Charles Diané est venue avec de gros docu-

ments où elle injurait le comité exécutif présenté comme un organe composé de « quatre pelés et trois tondus ». À cette occasion, Moustapha Diallo, ancien président de la FEANF, a qualifié ces documents « d'ordures ». J'avais précieusement gardé ces documents que je n'ai pu retrouver.

La rupture était consommée entre la FEANF et le gouvernement de Sékou Touré. L'ambassadeur de Guinée, Tibou Tounkara est venu en plein congrès nous dire la troupe a tiré en l'air à Labé et qu'il y a eu des morts. Abou Camara, un conseiller à l'ambassade de Guinée à Paris, a claqué la porte lorsque le congrès a dénoncé la politique de répression du gouvernement guinéen.

La FEANF a toujours accordé beaucoup d'importance à son organisation sœur, la West African Student's Union (WASU) basée à Londres.

### **Congrès de la West African Student's Union (WASU)**

Simon Ogouma, vice-président aux affaires extérieures et moi, nous nous sommes rendus à Londres pour participer au congrès de la WASU créée en 1925. Ce congrès s'est tenu du 13 au 14 juillet 1962 dans un foyer d'étudiants africains subventionnés par Kwamé Nkrumah. C'est un étudiant ghanéen Godfried Amo qui avait l'habitude de représenter la WASU aux congrès de la FEANF qui nous avait reçus

Ce qui m'avait frappé, c'est le respect quasi religieux de la procédure anglosaxonne observé par les membres de la WASU. De temps en temps, les discussions étaient ponctuées par la formule « Mister Chairman, I ask your protection, since I am on my legs » utilisée par les orateurs qui ont été interrompus.

C'est à l'occasion de ce congrès que Simon Ifède Ogouma et moi, avons connu une jamaïcaine Miss Boven qui était très attachée à la cause africaine. Cette dernière viendra à Paris pour s'enquérir des activités de la FEANF. Plus tard, elle viendra à Dakar. Mon épouse et moi l'avons bien reçue. Nous l'avons amenée jusqu'à Rufisque. Rentrée aux États-Unis, elle avait invité ma fille Aminata Dieng à séjourner chez elle. Malheureusement, ce projet n'a pas pu se réaliser.

### **Festival de la Jeunesse et des Étudiants**

À l'occasion du 8<sup>e</sup> festival de la jeunesse et des Étudiants qui devait se tenir à Helsinki du 27 juillet au 6 août 1962, je me suis rendu par avion à Moscou. De là, j'ai pris le train pour Helsinki où se tenait une réunion du comité préparatoire de ce festival en passant par Leningrad.

La Finlande me fascinait parce qu'elle a réussi à enrichir sa langue et à l'enseigner dans les écoles dans un laps de temps relativement court.

Mais j'étais déçu d'apprendre que les Finlandais étaient comme les Polonais. L'abus d'alcool les amenait à ne pas travailler à tel point que le gouvernement avait pris des mesures pour fermer les bars à certaines heures de la journée.



En partant de Paris, je savais que j'étais expulsé de la France. Les autorités policières françaises ne devaient exécuter cet acte d'expulsion qu'à ma sortie du territoire en m'empêchant de rentrer.

Pour tromper les policiers français durant cette période, j'utilisais un stratagème qui consistait à ne jamais prendre l'avion Prague-Paris. Je prenais ainsi un avion passant par la Suisse, la Hollande ou la Belgique. Cette fois, j'ai pris l'avion venant du Danemark et faisant escale à Frankfort. Une autre fois, j'ai pris l'avion jusqu'en Belgique pour prendre le train me menant à Lille en montrant aux policiers ma carte nationale d'identité. A cette époque, les étudiants africains n'avaient d'autre nationalité que la nationalité française.

Durant l'année 1962, j'ai entretenu beaucoup de relations soit avec des organisations, soit avec des personnalités.

J'ai reçu plusieurs fois au siège les membres d'un groupe d'étudiants français : le cercle universitaire d'étudiants « Connaissance de l'Afrique » présidé par Pierre-André Wiltzer qui sera ministre de la Coopération dans le gouvernement Raffarin.

### **Le Cercle « Connaissance de l'Afrique » et Pierre André Wiltzer**

Ce cercle créé au cours de l'été 1961 a mené quelques activités durant l'année universitaire 1961-1962. Il a organisé le 20 mars 1961 à la Maison de l'Europe un colloque sur « les politiques africaines de développement et le Marché commun ».

Dans son allocution de bienvenue, Pierre-André Wiltzer, Président du Cercle, devait souligner « l'intérêt primordial d'un sujet qui se situe au confluent de deux courants : développement de l'Afrique et unification européenne ». Puis prirent la parole des personnalités de tendances aussi variées que MM. Gérard Jacquet, ancien ministre, Maurice Bye, professeur à la Faculté de droit et de Sciences économiques de Paris, Schmarid, Secrétaire général du centre de formation économique, financière et bancaire et Charles Valy Diarassouba, un étudiant ivoirien en sciences économiques, futur recteur de l'Université d'Abidjan. Les débats entre les conférenciers et les participants européens africains et même américains devaient être résumés dans un communiqué final remis à la presse et à la radio.

Le cercle universitaire publiait un journal : *Connaissance de l'Afrique*, bulletin d'information du cercle universitaire « Connaissance de l'Afrique », 5 rue las-Cases Paris 7<sup>e</sup>, d'octobre 1962.

Dans le numéro 1 de cette publication bimestrielle, figure dans la rubrique « reportage », un texte d'Alpha Condé, un étudiant guinéen qui sera président de la FEANF.

Président du Club tiers-monde de l'IEP, Alpha Condé a eu, au cours de l'été 1961, l'occasion de parcourir les États-Unis d'Amérique et de prendre contact

avec toutes les couches de la société américaine. Il s'est attaché, en particulier, à analyser les différentes conceptions qui ont actuellement cours aux USA concernant l'Afrique moderne. C'est le résultat d'une partie de son enquête qu'il a livré à *Connaissance de l'Afrique* sous le titre : *Un Africain aux États-Unis*.

Le rédacteur en chef du journal a rendu compte de l'ouvrage de Jean Pierre Ndiaye, un sociologue sénégalais et futur journaliste à Jeune Afrique : *Enquête sur les étudiants noirs en France*.

L'importance du traumatisme colonial dans la psychologie africaine transparaît tout au long de l'ouvrage. Un exemple significatif : les auteurs qui, selon les étudiants interrogés, ont le plus contribué à leur formation dans l'ordre : Rousseau, Marx, Victor Hugo, Lénine, Sartre, c'est-à-dire des hommes qui, dans des formes diverses, ont posé au centre de leur œuvre le problème de la liberté ou celui de la libération.

Pourtant, il est frappant de constater que beaucoup d'étudiants noirs interrogés pensent à leur liberté et à leur libération hors des schémas ainsi fabriqués par les penseurs d'Europe. Leur liberté, ils la conçoivent non seulement comme un état ou une conquête, mais aussi comme un dépassement et une construction.

J'ai gardé 10 numéros du journal *Connaissance de l'Afrique* qui a été publié d'octobre 1962 à juin 1967. Le numéro 6 de novembre-décembre 1963 contient une interview de Magatte Thiam, président de la FEANF durant l'année 1963.

Le cercle a organisé le jeudi 22 novembre 1962 une journée d'étude sur « les problèmes de l'enseignement en Afrique » au Musée social, 5, rue Las-Cases Paris 9<sup>e</sup> avec la participation de Stéphane Hessel, directeur de la coopération avec la Communauté et l'étranger au ministère de l'éducation, Gabriel Beis chef de service « Enseignement » au ministère de la coopération et Ababacar Ndiaye, inspecteur de l'enseignement primaire.

Le Cercle a organisé trois journées d'études sur la Coopération franco-africaine sous le haut patronage de Raymond Triboulet, ministre délégué, chargé de la coopération au Centre de conférences internationales à Paris du 24 au 25 février 1964. Plus de 300 personnes ont suivi les débats. Parmi elles, on peut citer le professeur d'économie Gaston Leduc, Durant Réville, Juglas.

Au dîner qui s'est tenu à l'Hôtel Lutétia étaient présents Koset, représentant Foccart, secrétaire général de la Présidence de la République, Dieng, premier conseiller à l'Ambassade du Sénégal à Paris, etc.

La réunion fut suivie d'un voyage d'étude à Nantes qui permit à 20 participants, jeunes Français et Africains de voir comment une région française coopérait avec l'Afrique.

Durant l'année 1962, le livre de René Dumont a eu un succès tel que la revue mensuelle du Parti communiste français *Démocratie Nouvelle* a été amenée à organiser un débat dans ses locaux.

**Rencontre-débat sur L'Afrique Noire est-elle mal partie ?**

Cette rencontre a été organisée par Paul Noirot, responsable de la revue mensuelle du PCF *Démocratie nouvelle* à son siège. Y ont pris part Jean Bénard, professeur d'économie politique à Poitiers, Jean Dresch, professeur de géographie à la Sorbonne, Jacques Charrière, collaborateur de Charles Bettelheim, Paul Delanoue, spécialiste pour les questions d'Afrique, Nguyen Nghe, collaborateur vietnamien de *Démocratie Nouvelle*, Paul Amar, correspondant à Paris d'*Alger Républicain*, Amady Aly Dieng, président de la Fédération des étudiants d'Afrique Noire en France jusqu'au XV<sup>e</sup> congrès de décembre 1962 et Ibrahima Camara, haut fonctionnaire guinéen.

D'entrée de jeu, René Dumont, l'auteur de *L'Afrique Noire est mal partie* (1962, Editions du Seuil) demande qu'un Africain précise les critiques qui lui ont été faites.

Ibrahima Camara considère que l'ouvrage portant sur tout un continent connaissant des orientations différentes ne s'est pas toujours basé sur une étude scientifique. Ce sont seulement les éléments qui, pour le moment, semblent être en vue qui ont été évoqués. On sent que R. Dumont s'attache plus particulièrement au domaine qu'il connaît bien, celui du développement agricole.

Souvent, les forces susceptibles de briser les anciennes structures ne sont pas suffisamment mises en évidence. Ibrahima Camara souhaite voir R. Dumont procéder à une étude sur les partis politiques et les syndicats. Il constate que le professeur Dumont a écrit un premier livre qui devrait nécessairement être suivi d'un second rédigé soit par lui, soit par les Africains comme il le demande lui-même. En fermant ce livre, où tout est démolé, il y a lieu de se demander : « Que faire ? ».

Certes, à la fin du livre, il décrit les chances qu'il offre à l'évolution de l'Afrique sur la base de l'unité du continent. Mais Ibrahima Camara pense que l'unité africaine ne saurait être un remède souverain. Le problème est essentiellement un problème d'orientation politique. Cette unité ne saurait se faire sur un simple plan sentimental.

Le professeur Dumont parle dans son livre de « la révolte de la Guinée ». En évoquant « l'ouverture de la Guinée », il aurait fallu analyser concrètement la situation particulière de ce pays. La façon dont la situation en Guinée est présentée peut tout juste donner raison aux États Africains qui, eux, n'ont pas voulu suivre l'exemple de ce pays.

J'ai eu à formuler des critiques contre certaines idées développées dans ce livre qui présente un grand intérêt pour les étudiants africains. J'ai dit franchement au professeur Dumont que son livre contenait des remarques partielles justes et autres malheureusement très souvent partiales. En outre, par suite du fait qu'il voyage beaucoup, ou pour d'autres raisons non explicites, il avait tendance à transposer certaines expériences historiques (Chine, Cuba, Vietnam, URSS, Algérie, etc.) dans des contextes tout à fait différents. Pour ne citer qu'un

exemple, il dit dans son livre que la compétence technique est maintenant mise au premier plan en Chine. Mais il ne dit pas que les Chinois ont accompli une grande révolution qui a transformé radicalement les rapports sociaux dans leur pays. Ainsi, le problème essentiel auquel ils ont à faire face actuellement est la construction d'une société nouvelle qui exige la formation de nombreux cadres techniques.

Or, il s'agit de savoir quelle est en Afrique noire, aujourd'hui, la question fondamentale qui se pose. Est-ce celle de la compétence technique ou le problème de la transformation des rapports sociaux qui ont été imposés par les anciennes et nouvelles formes de la colonisation et qui empêchent les compétences techniques de se déployer pleinement au service des peuples africains ?

Pour les étudiants africains, le problème essentiel est de lutter pour la transformation radicale des structures économiques et sociales créées et entretenues par les tenants des nouvelles formes du système colonial.

Plus grave encore est, à notre avis, le fait que le professeur Dumont n'a pas toujours bien vu la signification et la portée de la colonisation en ce sens que pour lui pratiquement, celle-ci n'a connu que des « erreurs », elle n'a pas été, dans son essence même, un système d'exploitation. La colonisation que le professeur Dumont qualifie d'« œuvre humaine, fort imparfaite », n'a pas eu pour but de développer l'Afrique pour elle-même, mais de développer surtout un certain nombre de secteurs pour les gens qui profitaient du système. Les réalisations (ports, voies de communication, écoles, hôpitaux, etc.) ont été accomplies non dans l'intérêt des Africains, mais pour les exigences de l'exploitation coloniale. Dire qu'il y a eu dans celle-ci des facteurs positifs peut être dangereux dans la mesure où l'on repose ce que les adversaires du système colonial présentent comme des facteurs terriblement négatifs. La colonisation est un tout. Et je crois que c'est là une attitude fréquente chez les personnes de bonne foi qui veulent lutter contre certains effets de la colonisation, mais qui refusent de mettre en cause ses fondements.

Une autre critique que l'on peut articuler contre l'ouvrage du professeur Dumont, c'est qu'il semble, en le lisant, que la colonisation est entièrement un fait du passé. On peut dire que l'exploitation continue d'exister, mais sous des formes nouvelles. On y a intéressé un certain nombre d'Africains qui veulent constituer une pseudo-bourgeoisie dénoncée à juste titre par M. Dumont. Il aurait été plus intéressant d'insister sur les liaisons de cette pseudo-bourgeoisie avec le système impérialiste. On ne peut pas parler d'elle sans parler de ses soutiens extérieurs.

La faillite de cette bourgeoisie n'est pas la faillite de l'indépendance, mais la faillite de l'indépendance formelle de cette pseudo-bourgeoisie maintenue encore dans la dépendance par le système impérialiste.

L'analyse de Dumont ne va pas toujours au fond des problèmes. Les arbres lui cachent souvent la forêt. Dumont met souvent sur le même plan le détail et l'essentiel.

L'apport extrêmement utile de l'ouvrage de Dumont, c'est qu'il met très concrètement en lumière un certain nombre de défauts qui ont marqué le début des « nations africaines » selon Jean Dresch. Les États africains ont reçu un lourd héritage premièrement d'archaïsme et deuxièmement de nouveaux mouvements de type colonial. Le poids de l'archaïsme maintenu par la colonisation est extrêmement lourd et la colonisation elle-même, comme Dumont l'a montrée, ne permettait pas la création d'une économie à la fois nationale et socialiste.

Jean Bénard pense qu'il faut reconnaître dans le livre du Dumont toute une série de faits parfaitement exacts. Il a été sensible à l'accent qu'il a mis sur le facteur humain. Dans son ouvrage, il y a deux grands thèmes : le problème agricole dont il est un éminent spécialiste, mais aussi le problème humain de la formation des cadres et de leur bonne utilisation. Il y a là un problème particulièrement grave, redoutable en Afrique. Jean Bénard ne voit que trois voies possibles pour former des cadres dans une société désirant se développer rapidement : 1) la voie classique, celle de la formation d'une bourgeoisie nationale, une voie qui est très lente ; 2) la formation administrative des cadres, la priorité étant donnée à la constitution d'administrations modernes dont les fonctionnaires auraient le sens du service public doublé de celui de l'efficacité économique. Mais plusieurs obstacles s'opposent à la formation rapide de cadres ; 3) une autre formule est celle d'organisations populaires de masse animées par une idéologie, ou si l'on préfère, par une théorie politique et sociale cohérente et révolutionnaire. Sans ce moteur, à la fois populaire et idéologique de l'État, Jean Bénard ne voit pas le moyen de s'en sortir.

Paul Delanoue, un syndicaliste enseignant, pense qu'il y a une partie positive dans le livre du professeur Dumont. Celle-ci concerne ce qu'il appelle les « ouvriers ».

Le professeur Dumont a bien mis en relief le rôle historique de la traite des esclaves, puis du système colonial et de ses survivances, c'est-à-dire la persistance de l'économie de traite dans la longue stagnation économique de l'Afrique. Mais lorsqu'on se pose la question de savoir qui va porter un remède à cet état de choses, le livre n'est pas de nature à encourager les véritables forces qui peuvent opérer ce redressement. Bénard a raison de dire que seul un mouvement populaire aussi bien que paysan est aujourd'hui en mesure de mettre en valeur les ressources de ce continent et d'améliorer le sort des hommes. Paul Delanoue pense que ce sont les forces qui ont été à la tête de la lutte anticoloniale qui doivent à l'heure actuelle, être à la tête de la lutte pour le redressement

économique. La mise en pratique des plus importantes suggestions du professeur Dumont nécessite un préalable politique.

Dans son ouvrage, Dumont analyse certains aspects du développement du Mali et de la Guinée. Pourquoi ces deux pays ont-ils enregistré plus de progrès que les autres pays africains sous domination française ? C'est parce que le mouvement luttant contre le colonialisme était animé par les forces populaires, par une plus grande conscience de masse. Et Delanoue rejoint ce qu'ont dit Dresch et Bénard, c'est justement dans cette voie que l'Afrique trouvera la possibilité de porter un remède au malheureux sort des Africains. Il ne suffit pas de dire seulement ce qui ne va pas, que les bureaucrates sont corrompus, qu'il y a un nombre énorme de parlementaires, de ministres qui accaparent une trop grande part des ressources de l'Afrique, que les paysans sont mécontents et qu'il y a des révoltés inévitables, mais il faut montrer quelles sont les forces qui vont diriger ces révoltes.

Et là, il aurait fallu, selon P. Delanoue, une analyse rapide du mouvement africain, ouvrier, paysan, intellectuel, pas seulement sous forme polémique, par exemple comme cela a été avec les étudiants, mais sous une forme positive. Sans doute ce mouvement africain est extrêmement jeune.

Jacques Charrière commence par féliciter Dumont sur le titre de son livre qui est un excellent titre journalistique et qui couvre bien les analyses du livre. Mais il y a une certaine ambiguïté. Quand on dit que l'Afrique noire est mal partie, on fait allusion à un phénomène qui a cependant deux aspects différents. On ne peut pas unir dans un même jugement, dans une même critique la Guinée et le Mali et les autres pays.

Deux problèmes se posent. D'une part, on peut se demander pourquoi les pays voisins de la Guinée et du Mali se sont engagés dans une voie capitaliste et d'autre part, une question qui est probablement ici la plus importante, on peut s'interroger sur l'évolution actuelle de la Guinée et du Mali et se demander si, au lieu d'un « mauvais départ », il ne serait pas plus juste de parler d'un arrêt du développement dans la voie du socialisme, d'un ralentissement si l'on veut.

Delanoue reproche à Dumont de ne pas donner une analyse, même un commencement d'analyse des causes qui ont pu amener le développement actuel ou l'insuffisant développement actuel dans la voie du socialisme en Guinée et au Mali. La critique est stérile si elle fait appel seulement à la bonne volonté « des meilleurs ». Il faudrait, pour essayer d'avancer un peu, examiner non seulement comme dit Delanoue, les mouvements populaires, ouvriers ou paysans, tels qu'ils existent mais également les mécanismes qui permettront aux forces populaires de prendre le relais de ce mauvais départ, les éléments sociaux, structurels, politiques, historiques qui font que pour le moment ces forces populaires ont une influence de moins en moins grande ; elles ne peuvent pas grandir tout à coup et une analyse est indispensable, une analyse sociologique, notamment

des structures sociales bouleversées telles qu'elles se présentent en Guinée et au Mali après un choix socialiste. Dans ces deux pays, de profondes transformations ont été effectuées, le Parti Démocratique de Guinée, en particulier, est un parti politique, un instrument de direction qui, de loin, ne se retrouve dans aucun pays d'Afrique Noire. Et cependant, la stagnation est évidente.

Nguyen Nghe, auteur d'un article critique remarquable sur les thèses défendues par Frantz Fanon dans *Les Damnés de la terre* paru dans *La Pensée*, avoue qu'il n'a aucune connaissance de l'Afrique. Il a cherché à donner quelques références tirées de l'expérience vietnamienne.

Pour lui, le monde paysan ne bougera pas avec des amateurs. Les expériences les plus importantes ont abouti à ce qu'il appelle la politique des « trois ensembles » : manger ensemble, vivre ensemble et travailler ensemble avec les paysans.

René Dumont considère comme très importants les propos de Nguyen Nghe. Manger ensemble, vivre ensemble, travailler ensemble, c'est qu'il a voulu conseiller à ses amis Africains et spécialement à ses amis étudiants dans son dernier livre. De même, l'idée évoquée par Paul Noiroto de la nécessité de briser les vieux modes de penser, de faire sentir au paysan qu'il peut agir, lui paraît essentielle. L'animation rurale au Sénégal a commencé ce travail, mais à une échelle insuffisante. Il faut faire sentir aux paysans que leur sort est entre leurs mains parce que, dans la tête du paysan africain, il y a trop souvent l'idée que pluie et beau temps, soleil et sécheresse alternent, sans qu'il soit possible d'agir sur eux : ce sont les puissances surnaturelles qui, pour le paysan primitif, commandent. Les puissances surnaturelles et ensuite le gouvernement qui d'ailleurs pour certains paysans rattache aux premières, qui a des humeurs, qui donne de l'argent une année, qui le redemande l'année suivante parce qu'il a changé d'humeur.

René Dumont a répondu à certaines critiques. Son livre est certainement un livre qui contient des remarques partielles justes. Mais il n'a pas la prétention de résoudre tous les problèmes, reconnaît-il. Il est aussi insuffisant en ce qui concerne l'étude des partis politiques ; cela pour une raison bien simple, qui est qu'il n'est pas un sociologue, ni plus généralement un spécialiste de toutes ces questions. De même, il n'a pas abordé les problèmes du Marché commun parce qu'il n'en a pas étudié les mécanismes.

L'analyse de la situation en Guinée qu'il a faite est surtout celle d'un technicien, d'un agronome et il a voulu que les autres États Africains sachent que s'avancer dans la voie du socialisme exigeait un certain nombre de conditions pour réussir. Et, à son point de vue, si la mise en place des sociétés nationales, la collectivisation du commerce import-export sont naturellement fort utiles, voire même indispensables, parce que les bénéfices commerciaux servent à l'édification de l'économie nationale et ne seront plus exportés par les sociétés commer-

ciales, il reste qu'il faut au préalable disposer de cadres ayant la compétence, l'honnêteté et le dévouement nécessaires. Dès lors que ce qu'il voulait dire aux pays africains, c'est qu'ils préparent tout de suite les conditions de passage au socialisme. À son avis, le socialisme est dans une plus mauvaise position. Il s'est aventuré trop loin et il est obligé de reculer. Il avait progressé avec plus de prudence assurant ses arrières, en remplissant les conditions de réussite et en évitant les échecs. C'est qu'il a voulu dire aux autres États Africains, en citant des exemples guinéens de ce qu'il ne faut pas faire. Ceci, sans du tout pour autant condamner l'expérience guinéenne.

Le Mali et la Guinée ont fait plus de progrès que les autres, dit Ibrahima Camara. Il l'avait tellement souhaité qu'il aurait bien regretté que cela ne soit pas, parce que jusqu'à présent, il n'y avait pas à son sens, de preuve d'un développement plus rapide, plus tangible dans ces pays, en matière de production, notamment de production agricole.

On lui a reproché encore de n'avoir pas suffisamment pris position dans l'ordre économique et politique. Il y a à cela une raison essentielle et il est bienheureux de s'expliquer. D'abord, il ne se sent pas en possession de la vérité économique. Même la voie socialiste pour l'agriculture, il la recherche. Il était allé l'étudier en Union Soviétique, il a été l'étudier en Chine et à Cuba. Il va retourner au Nord Vietnam et en Chine. Il y a des pluralités dans les formes de développement économique de ces pays socialistes et il n'est pas capable de trancher, de savoir quelle est la meilleure. En tout cas, celle qui est la meilleure pour l'Afrique ?

S'il a des hésitations sur les meilleures formes de la structure économique, il y en a naturellement de plus marquées encore dans l'ordre politique. Indiquer dans les détails la voie politique à suivre aux Africains lui aurait paru être en outre un acte de paternalisme politique et c'est cet acte qu'il a voulu éviter.

Au cours de cet entretien, René Dumont a insisté sur le fait que les techniciens guinéens n'étaient ni ponctuels ni travailleurs. Certains d'entre eux prétendaient être en mesure de dépasser les Chinois. Jean Bénard n'était pas loin de partager cette opinion de René Dumont.

Les intervenants membres du Parti communiste comme Paul Delanoue, Paul Noirot, Jean Dresch soutenaient systématiquement la politique de Sékou Touré et présentaient la Guinée et le Mali comme des pays ayant plus progressé que les autres pays africains restés dans la « Communauté africaine ». C'est une position erronée. Jacques Charrière, collaborateur de Charles Bettelheim, a bien compris que la Guinée et le Mali n'avaient pas plus progressé que les autres pays, comme on le soutiendra plus tard.



### Relations avec le BERA de Jean-Pierre Ndiaye

Il m'arrivait de temps en temps d'aller rendre visite à Jean-Pierre Ndiaye, un dynamique sociologue sénégalais qui s'intéressait beaucoup aux problèmes sociaux, politiques et culturels des étudiants africains. J'étais accompagné d'Alassane Ndaw, futur doyen de la Faculté des lettres de Dakar et fonctionnaire à l'UNESCO.

Le BERA – Bureau d'Études des Réalités Africaines – a été créé le 8 novembre 1962 par un groupe d'étudiants africains poursuivant leurs études en France. Il réunissait les étudiants soucieux de parfaire leur formation, compléter leur information et apporter leur modeste contribution sur le plan de la réflexion et de la recherche à l'histoire africaine.

Il met à la disposition de tous les étudiants africains et des pays montants un centre de documentation, un centre de recherche et un organe de publication *Réalités africaines*.

Le BERA est une organisation dirigée par un comité exécutif ainsi composé : Secrétaire général, Jean-Pierre Ndiaye (Sénégal), Secrétaire général adjoint, Marie-Thérèse Senghor (Sénégal) et Trésorier général, Ambroise Mandengue (Cameroun). Animé par des équipes responsables, le BERA avait son siège au 18 rue des Tanneries Paris 13<sup>e</sup>. Il publiait un journal : *Réalités africaines*. Cette revue se propose de faire connaître les résultats des séances mensuelles de travail du BERA. Le premier numéro de l'année scolaire 1962-1963 est paru en novembre 1962.

La réunion organisée par le BERA sur le thème « Problème de vie des étudiants africains en France ».

La vie, la pensée, les aspirations des étudiants noirs en France font l'objet de commentaires dans la presse française depuis la publication du livre de Jean-Pierre Ndiaye *Enquête sur les Étudiants Noirs en France*.

Malgré l'existence de ce livre riche en informations, le sujet n'est pas épuisé. C'est pourquoi une dizaine d'étudiants africains bien informés ont contribué à une étude divisée en trois parties : l'étudiant africain dans son milieu (les associations territoriales), l'étudiant africain et les problèmes matériels, l'étudiant africain et sa formation.

L'étudiant africain vit replié dans son milieu, dans l'association de son pays. C'est ce qu'on pouvait constater dans les années 1955 – 1956 – 1957, années qui peuvent être considérées comme « l'âge d'or » des étudiants africains en France. En effet, pendant les années de revendication pour l'indépendance ou même de lutte chez les Camerounais, les étudiants vivaient très groupés sur deux plans : au niveau de leurs propres associations territoriales d'abord (Sénégal, Cameroun, Guinée), puis au niveau de la FEANF.

Mais l'édifice a reçu ses premières attaques dès l'avènement de la loi-cadre. Le groupe d'étudiants du BERA s'est mis à étudier l'évolution suivie par deux associations qui représentent des « cas types » illustrant, chacune à sa manière,

l'évolution que toutes les associations territoriales ont subie. Ce sont l'Union Nationale des Étudiants Camerounais (UNEC) et l'Association des Étudiants Sénégalais en France (AESF). On peut dire qu'à quelques exceptions près, les étudiants de tous les territoires ont buté sur les mêmes difficultés, lesquelles ont entraîné automatiquement celles de la FEANF, mère de toutes les associations.

### **L'Union Nationale des Étudiants Camerounais (UNEC)**

Avec l'autonomie interne survenue lors du vote de la loi-cadre Gaston Defferre, le Premier Ministre André Mbida, mécontent de l'attitude des étudiants, encouragea la constitution d'une association dissidente. Quand vint l'indépendance en 1960, la délégation des étudiants de l'ONU prit fait et cause pour l'UPC (Union des populations du Cameroun). Le pouvoir ne se contenta plus de supprimer les bourses. Le pouvoir, depuis bientôt deux ans, avait suscité, favorisé et entretenu des regroupements d'étudiants favorables à sa politique. Mieux, il existait même une section étudiante de l'Union camerounaise (parti unique au pouvoir). Cette section était subventionnée. L'UNEC, quant à elle, se voit retirée tout moyen d'action : plus de subventions, plus de foyer.

Les rapports de force ont pratiquement changé. On entend moins les étudiants. Les moyens ont été enlevés à une catégorie d'étudiants (les anti-gouvernementaux) pour être donnés à une autre catégorie (les pro-gouvernementaux). Les étudiants déçus se regroupent suivant les affinités religieuses ou sportives.

### **L'Association des Étudiants Sénégalais en France (AESF)**

Contrairement à beaucoup d'associations d'étudiants, elle a, depuis sa création, suivi une progression ininterrompue économisant quelle que soit l'acuité des événements politiques intervenus sur la scène africaine, les frais d'une déviation, d'un éclatement organique.

On peut s'interroger sur le sort de l'Association des étudiants sénégalais en France depuis la Loi-cadre.

Au moment où ses consœurs étaient menacées d'alignement sur les partis uniques gouvernementaux, au moment où beaucoup d'entre elles étaient disloquées, désorganisées ou tout simplement absorbées, elle a conservé son homogénéité, ses structures et son autorité, grâce à l'appui d'une base constituée en assemblée générale, solidement encadrée et constamment informée. Cette cohésion autour du bureau confère aux délégués une autorité dont le gouvernement dirigé par Mamadou Dia est obligé de tenir compte. C'est ainsi que l'association est reconnue et même subventionnée, malgré les tentatives du gouvernement d'encourager la création d'une association de son obédience. En effet, les manœuvres du gouvernement sénégalais s'expliquent par le fait que le parti d'opposition sénégalais d'obédience marxiste, le Parti Africain de l'Indépendance (PAI), déclaré illégal donc dissout, non seulement poursuit ses activités clandestinement au Sénégal, mais mieux, ses objectifs politiques sont repris avec fer-

meté par l'Association des étudiants sénégalais en France, au sein de laquelle des marxistes de longue date occupent des postes clés.

Le groupe d'étudiants UPS (Union progressiste sénégalaise, parti gouvernemental) qui fut chargé d'ouvrir une brèche au niveau des étudiants sénégalais de Paris, malgré le soutien moral et matériel accordé par les sommets officiels «sénégalais et français» n'avait pas réussi à s'imposer. En clair, il n'avait pas convaincu. Le nombre d'adhérents qu'il a pu réussir n'était pas suffisant pour justifier l'officialisation de son existence. Cet échec, ce recul était dû à la fois à l'imperméabilité et au radicalisme opposés à toute initiative de ce genre par la «masse» sénégalaise de Paris (cf. *Réalités africaines* n° 1 novembre 1962).

Ce groupement était tellement discrédité que ses membres rasaient les murs et n'osaient pas afficher leur appartenance politique. C'est pourquoi mon ami Cheikh Aliou Ndao, étudiant en lettres à Grenoble, appelait leur parti des «Vafeurs» (en wolof, ceux qui esquivent).

Je suis d'accord avec l'analyse qui a été faite par le groupe du BERA qui a perçu l'affaiblissement du mouvement étudiant africain à la suite de l'autonomie interne de la loi-cadre, de l'indépendance des pays africains, de la disparition des deux fédérations de l'Afrique occidentale et de l'Afrique équatoriale et à la prise en charge des problèmes des étudiants par les gouvernements africains devenus très répressifs (suppression de bourses, de subventions, contrôle de foyers d'étudiants, etc.)

Le BERA s'est particulièrement intéressé au côté extra-universitaire de la formation que l'étudiant africain peut recevoir en France. L'utilité de cette formation complémentaire n'était pas suffisamment perçue il y a deux ans, c'est-à-dire avant la période post-indépendance.

Pourtant, la vie qui attendait les étudiants africains présentait des difficultés spécifiques qui devraient être résolues par les remèdes qui étaient à trouver. Ce fut en «infusant» l'esprit d'initiative parmi l'élite africaine de demain que les solutions importées et plaquées – très souvent sans accommodement – disparaîtraient pour céder la place à «nos» mesures, à des applications en accord avec les réalités.

Il importait donc, pour les membres du BERA, que l'étudiant africain réservât une place de choix à sa formation personnelle. Et cet impératif, heureusement, était de plus en plus compris. L'équipe du BERA se réjouissait de voir des étudiants déjà formés s'inscrire à l'IRFED, à l'IEDES, non pour accumuler des diplômes, mais en vue de se familiariser avec les «particularités» du développement du tiers monde.

Sur le plan culturel, la «Société africaine de culture» et «Présence Africaine» ont joué un rôle déterminant pour la connaissance de la culture négro-africaine.

Certains étudiants, par besoin de formation en politique, fréquentaient des partis politiques français et parfois y adhéraient : PSU (Parti socialiste unifié), PC (Parti communiste).

Jean-Pierre Ndiaye avait publié un ouvrage : *Enquête sur les étudiants noirs en France en 1962*. Il avait procédé à de nombreuses enquêtes auprès des étudiants africains dont certains ne voulaient pas répondre à ses questions écrites. Je faisais partie du lot. J'avais de bonnes relations personnelles avec Jean-Pierre Ndiaye qui se considérait comme un militant de la FEANF. Mais nos choix de sociétés n'étaient pas les mêmes.

Le BERA a publié plusieurs numéros de sa revue : *Les États africains et le GPRA, le syndicalisme en Afrique, Israël et le socialisme, l'Armée en Afrique, les travailleurs noirs en France, Pourquoi les migrations ?*

A partir de l'année 1964, la revue *Réalités africaines* de mensuelle qu'elle était devint bimestrielle. Elle publia son numéro de décembre – janvier 1964 sous le titre : *Les intellectuels africains, où en sont-ils ?* Dans cette publication, les conditions favorables à l'émergence d'intellectuels soudés au peuple ont été largement examinées.

Ce groupement d'étudiants africains était perçu comme étant hostile à la ligne politique du PAI, partisan du « socialisme scientifique ». Il était composé surtout d'étudiants catholiques de différents territoires de l'AOF–Togo et de l'AEF–Cameroun.

J'avais noué de bonnes relations avec Jean-Pierre Ndiaye qui faisait preuve de nationalisme et de dynamisme pour explorer des champs politiques, sociaux et culturels qui étaient très intéressants pour ceux qui combattaient réellement le système colonial.

### **Mes relations avec Alioune Diop, directeur de la revue**

#### ***Présence Africaine***

Ayant entendu parler d'Alioune Diop en 1948 au lycée Faidherbe de Saint-Louis, et ayant lu les premiers numéros de sa revue, j'ai tenu à le connaître et à le rencontrer dès mon arrivée en 1957 à Paris.

En tant que membre du comité exécutif de la FEANF, j'étais associé aux activités de *Présence Africaine*. J'ai participé aux travaux du deuxième congrès des écrivains et artistes noirs qui s'est tenu en avril 1959 à Rome. C'est là que j'ai rencontré pour la première fois Frantz Fanon, intervenant sous le pseudonyme de Dr Omar, David Diop, Ousmane Sembène, Omar Bâ, Léonard Saintville, Aimé Césaire, Louis Béhanzin, René Piquion qui m'a donné son livre *Réveil de l'Afrique*.

J'étais à la tête d'une forte délégation de la FEANF qui était composée de Marcien Towa, étudiant en philosophie à Caen, Abdel Kader Diallo, élève vétérinaire à Alfort, Jeannette Senghor dite Nanette, Vertu, un étudiant tchadien, etc.

J'ai réussi à nouer de solides relations avec Jacques Rabemananjara qui m'a donné de précieuses informations sur les conditions dans lesquelles ce congrès avait été organisé.

Je n'avais pas accepté de faire partie de la délégation qui devait rencontrer le Pape et je me suis opposé à l'adoption d'une motion proposée par Léonard Saintville sur le marxisme léninisme et non discutée en commission par les partisans de cette doctrine politique. J'avais menacé de faire scandale si une telle motion devait être adoptée en assemblée générale. Heureusement, Alioune Diop a demandé que cette motion soit retirée.

Alioune Diop était l'allié de la FEANF sur le terrain culturel. Il avait le rare don de réunir des personnes aux convictions politiques, philosophiques et religieuses différentes, voire fondamentalement opposées. Il avait des qualités énormes : la patience et le calme. Il publiait certaines résolutions de la FEANF. Il avait tenu à envoyer un de ses collaborateurs à participer au séminaire sur l'enseignement organisé par le FEANF. C'était un économiste malgache, Ramanoelina, qui était l'auteur d'un ouvrage d'économie. Ce phénomène était rare à *Présence Africaine* qui publiait des ouvrages à caractère littéraire.

Personnellement, j'ai participé à plusieurs réunions de commission de la Société africaine de culture et à des séminaires, à une table ronde organisée sur « l'éducation en Afrique » dans le cadre de la commission linguistique et pédagogique de la Société africaine de culture. Les interventions très intéressantes de A. Gollondo, Paulin Hountondji et Amadou Sakho ont constitué la substance de la première partie de cette rencontre à laquelle ont participé Abdou Moumouni, Lakoue, Bilgho Laurent, Alfa Ibahima Sow, Pathé Diagne, Pape Guèye Ndiaye, Aimé Gnali, Antoine Gollondo, Yambo Ouologuem, Bols, Amadou Sakho, Amady Aly Dieng, Paulin Hountoundji, Ndangye Mia (cf. *Présence Africaine*). Les discussions étaient centrées autour du livre d'Abdou Moumouni « *L'éducation en Afrique* » publié en 1967 aux Éditions François Maspero.

J'ai participé aux travaux de la Société africaine de culture qui se sont déroulés au siège de l'UNESCO à Paris du 20 au 21 octobre 1962 sur le thème « Economie et culture ».

Le rapport de base préparatoire a été présenté par un économiste malgache Ramanoelina qui dirigeait la commission économique de la SAC (Société Africaine de Culture). On notait la présence du sociologue togolais Agblemagnon, de Pierre Naville, de Robert Cornevin, de Gilbert Blardone, du R.P. Jean Calvez, du pasteur camerounais Bahoken, du RPP camerounais Obama, du Camerounais Georges Ngango, de Ikele Matiba, du philosophe dahoméen Stanislas Adotevi, de l'Abbé Yaogho, de l'ambassadeur de Guinée, etc. (Cf. le numéro spécial de *Présence Africaine* publié en 1965 par l'UNESCO et *Présence Africaine*).

Alioune Diop a ouvert les colonnes de sa revue à beaucoup d'étudiants africains. Il a publié *Ville cruelle* d'Alexandre Biyidi qui avait pris le pseudonyme

d'Eza Boto. Il a créé une collection spéciale *Tribune de la jeunesse* où Albert Tevodjere a publié son livre *L'Afrique révoltée*.

Quand je suis devenu président de la FEANF, Alioune Diop a voulu réitérer ce qu'il avait fait en 1953 en publiant un numéro spécial constitué par des écrits d'étudiants africains comme *Les étudiants noirs parlent*. J'avais commencé à faire dactylographier quelques articles qui avaient paru dans *L'Étudiant d'Afrique noire*. Mais Alioune Diop ne semblait pas être d'accord avec cette formule. Il préférait publier de nouveaux textes écrits par les étudiants africains.

Alioune Diop a rendu compte de l'ouvrage d'un juif tunisien, Albert Memni né à Tunis en 1920 : *Portrait du colonisé*, précédé d'un *Portrait du colonisateur*. Cet écrivain est l'un des auteurs maghrébins les plus lus par les étudiants africains. L'étude écrite en 1955/1956 est contemporaine des débuts de la guerre d'Algérie commencée en novembre 1954. Je revois encore Ousmane Camara avec qui je partageais la même chambre (le 238) au Pavillon de la France d'Outremer, lisant en 1958 les premiers extraits parus en avril 1956 dans les *Temps modernes* de Jean-Paul Sartre et dans *l'Esprit*, la revue des intellectuels catholiques de gauche.

Dans le numéro 20 (juin-juillet 1958) de la revue *Présence Africaine*, son directeur, Alioune Diop rend compte du livre d'Albert Memni d'une manière lucide.

L'héritage que le colonisé assume est lourd d'un passif de carences variées. Il s'accepte comme négativité et il est tenté de repousser tout apport de l'Occident. Le drame du colonisé est donc la tentation décuplée par la passion de conserver sa société pure de tout apport occidental, c'est le risque de stagnation. C'est là une critique lucide et fine faite par Alioune Diop du culte de la différence auquel peut conduire la négritude. Il ne faut pas oublier la dimension anthropologique des Noirs qui sont des êtres vivants et des bipèdes comme les autres êtres humains ayant d'autres couleurs.

Alioune Diop regrette que Memni n'ait pas donné dans son livre leur vraie place au facteur économique, ni au colonialisme dans les institutions occidentales. L'analyse est trop exclusivement psychologique. Il conclut ainsi « Ce portrait du colonisateur et du colonisé fait *par un indigène* est le meilleur des ouvrages connus sur la psychologie coloniale » (1958:127).

### **Mon militantisme (1963-1967)**

Dès que j'ai quitté la présidence de la FEANF, je me suis engagé dans les luttes politiques et syndicales menées par l'Association des étudiants sénégalais en France. Je consacrerai un chapitre spécial à ce sujet.

Il est nécessaire d'évoquer le contexte de la lutte des peuples africains durant la période allant de 1960 à 1967.

On a prétendu qu'il y a eu régression en Afrique du point de vue révolutionnaire. Il n'y a pas longtemps que l'Afrique était encore presque toute entière

soumise à la domination coloniale. Un pas a été franchi, celui de l'indépendance formelle. Certains ont même tenté de se dégager de l'emprise *économique* de l'impérialisme en procédant à une série de nationalisations. Mais, nulle part, une direction politique n'a pu, ou voulu, éviter le renforcement d'une « petite bourgeoisie » administrative ou liquider le pouvoir économique et politique de la bourgeoisie locale lorsque celle-ci existait autrement qu'à l'état embryonnaire (Ghana).

Certains journalistes et écrivains ont contribué à l'élaboration de mythes qui sont loin d'être négligeable. Ils se sont contentés des déclarations de chefs d'États ou des cadres dirigeants du degré de nationalisme en matière économique ou de positions adoptées en matière de politique internationale pour conclure que tel État s'était engagé dans la voie de la « construction du socialisme ».

D'autre part, faut-il rappeler que la majorité écrasante des pays africains ont eu une indépendance octroyée et, dans certains cas, imposée. Il s'agissait, pour le capitalisme monopoliste français, embourbé dans la guerre d'Algérie, de réajuster ses positions en Afrique dans le cadre du néocolonialisme. C'est pourquoi Gérard Chaliand, dans son article paru dans la revue *Partisans*, mai-juin 1956, n° 29-30 : *Indépendance nationale et révolution*, refuse de suivre René Dumont (*L'Afrique Noire est mal partie*, Edition du Seuil 1962), lorsqu'il fait grief à la plupart des couches dirigeantes d'AOF de leur corruption et de leur gaspillage. S'agirait-il d'un phénomène moral ? Appendices de l'impérialisme néocolonial. Il eut été paradoxal que la majorité des couches dirigeantes du RDA adoptent l'austérité révolutionnaire des cadres vietnamiens. Pouvait-il, dans ces conditions, y avoir un « départ » ? En fait, l'Afrique Noire est bien tenue.

Je partage le point de vue de Gérard Chaliand. C'est pourquoi j'avais commencé à écrire un livre pour répondre à René Dumont sous le titre : *L'Afrique Noire est tenue et entretenue*.

La Fédération des étudiants d'Afrique Noire en France (FEANF) a organisé une conférence suivie de débats sur le livre de René Dumont le mercredi 19 décembre 1962 à 20h30 au 44, rue de Rennes (Métro Saint Germain) Paris 6<sup>e</sup>.

Sans qu'il y ait de changement qualitatif véritable, près de la moitié des équipes mises au pouvoir en 1956 et qui combinaient l'incapacité et la corruption ont été renversées. C'est le cas de Fulbert Youlou, Léon Mba, Hubert Maga, Dacko, Maurice Yaméogo. Pour spectaculaire qu'elle soit, la chute de ces hommes n'est que l'expression embryonnaire du mécontentement des masses urbaines.

Les sept coups d'États survenus en Afrique n'ont pour point commun que le fait d'être militaire. Ils ont eu lieu en Algérie, au Congo Léopoldville (novembre 1965), au Ghana (1966), au Dahomey (22 décembre 1956), en République Centrafricaine (1 janvier 1956), en Haute-Volta (3 janvier 1965), au Nigéria (15 janvier 1966).

Durant cette période allant de 1963 à 1966, la Fédération des étudiants d'Afrique Noire en France s'est affaiblie à la suite de la balkanisation. En tenant compte des réalités qui prédominaient à l'époque, j'ai choisi délibérément de militer au sein du PAI, de l'Association des étudiants sénégalais en France et de me former politiquement pour être mieux armé avant de rentrer en Afrique. Durant cette même période, les noyaux du Mouvement des étudiants du Parti africain de l'indépendance demeuraient très actifs.

Lors d'une assemblée générale du MEPAI tenue le 13 mai 1966, des questions fondamentales comme les classes sociales en Afrique Noire et le mode de production asiatique furent débattus.

À l'assemblée générale du 22 mai, la question du coup d'État survenu au Ghana a été évoquée. Les causes de ce phénomène ont été analysées à la lueur de l'article d'Yves Benot (Edouard Hellman), un intellectuel communiste paru dans l'hebdomadaire central du Parti communiste français, *France Nouvelle* n° 1063 du 2 mars 1966.

Dans son article, « Le coup d'État d'Accra ou le néocolonialisme à l'œuvre », Yves Benot a analysé ce phénomène qui est un plan longuement mûri. À première vue, le coup d'État qui venait d'avoir lieu au Ghana s'inscrivait de lui-même avec son numéro d'ordre, dans la série des putschs militaires qui se sont succédé en Afrique, blanche ou noire, depuis quelques mois.

Yves Benot analyse avec lucidité les forces et les faiblesses du régime de Nkrumah. Il parle du culte de la personnalité de Nkrumah et de ses méfaits.

À cette occasion, *France Nouvelle* signale la parution des livres de Jacques Arnault *Procès du colonialisme* (1958) et *Du colonialisme au socialisme* paru en 1965 aux Éditions Sociales. L'auteur brosse un portrait saisissant du leader africain. Il étudie l'expérience ghanéenne, parle de ses succès, comme de ses insuffisances. Il la confronte à tout moment aux autres expériences qu'il a lui-même vécues à Hanoï, la Havane, Alger, Bamako et Mali.

C'est un livre qu'il faut lire pour comprendre le rôle joué dans l'arène mondiale par une moitié de l'humanité trop longtemps ignorée, méprisée, subjuguée.

La réunion a commencé par une minute politique qui a été confiée à Papa Kane qui fit un tour d'horizon sur beaucoup de questions comme l'échec de la gauche en Indonésie, les luttes politiques entre les deux ailes du parti gouvernemental au Ghana, et les textes politiques d'Amilcar Cabral. S'agissant du concept d'état de démocratie nationale, Kane a tenu à préciser qu'il est à garder, mais sous certaines conditions. À cette séance, Cissoko a traité de la Réforme agraire en Afrique.

Après la répartition des tâches et la minute politique, un exposé sur le livre de Karl Marx : *Salaires, Prix et Profits* a été présenté et discuté. Après quoi, on procéda à la répartition des tâches. C'était le rituel instauré dans les noyaux du MEPAI à l'image du rituel existant dans les cellules du Parti communiste français.



Le noyau du Pavillon de la FOM (France d'Outremer) était très actif. Il a rendu compte à ses membres de la conférence de section qui a eu lieu le 10 avril 1965.

Après avoir examiné le livre de Liu Chaou Chi, le noyau a traité de plusieurs sujets : à propos du libéralisme, des méthodes de direction, des réformes.

### **Les conférences du comité des résidents du pavillon de la France d'Outremer**

Cheikh Anta Diop a fait une conférence à la demande du comité des résidents en 1960. Il a développé ses thèses sur l'antériorité de la civilisation de l'Égypte nègre et l'unité culturelle de l'Afrique noire. Un étudiant malien, Madani Tall, a interrompu Cheikh Anta Diop quand ce dernier a eu à dire « je vous ai enseigné » pour lui dire qu'il ne nous avait rien enseigné. Cet incident est un indice qui montre que les thèses de Cheikh Anta Diop n'étaient guère unanimement acceptées dans le milieu des étudiants africains de l'époque. Il est vrai que l'auteur de *Nations nègres et culture* avait quitté le monde étudiant pour enseigner dans un lycée parisien. Les problèmes de développement étaient à l'ordre du jour à la suite de l'accès à l'indépendance nationale nominale.

Ces conférences étaient utilisées par les étudiants nationalistes pour mener un combat féroce contre le système colonial. C'est pourquoi beaucoup d'étudiants se préparaient sérieusement et se documentaient pour engager la bataille idéologique contre les thèses des tenants et des défenseurs de la colonisation.

Les militants du MEPAI ont été actifs au sein du comité de la FOM pour que des conférences soient organisées dans la grande salle du pavillon de la FOM.

Le Dr Louis Aujoulat, ancien Secrétaire d'État à la France d'Outremer, allié de Senghor et ancien député du Cameroun, a eu à faire une conférence qui a suscité beaucoup de discussions. Il avait soutenu que l'abolition de l'esclavage était un acte généreux de la France. J'ai pris la parole pour lui rappeler les raisons qui étaient à l'origine de cette abolition. L'industrialisation de la France rendait obsolète le mode de production esclavagiste. Les luttes des esclaves pour leur émancipation était un facteur fondamental qui était largement occulté en France. Enfin à la suite du blocus continental décrété par Napoléon Bonaparte contre l'Angleterre et de la nécessité en France et en Allemagne de cultiver la betterave à sucre, le mode de production esclavagiste régnant en Amérique et dans les Caraïbes ne présentait plus la même importance qu'avant. Le sucre de betterave commençait à remplacer le sucre de canne.

Au cours de cette conférence, le Dr Louis Aujoulat nous apprenait qu'au Cameroun, certaines femmes absorbaient des plantes lactogènes pour pouvoir allaiter des bébés orphelins. Des analyses en laboratoire effectuées en France ont nettement montré que ces plantes étaient véritablement lactogènes.

L'agronome français René Dumont qui venait de publier *L'Afrique noire est mal partie* aux Editions du Seuil a essayé d'expliquer la signification profonde de son ouvrage. Par le ton provoquant qu'il a utilisé, il a réussi à indisposer les étudiants présentés comme une catégorie sociale privilégiée. En réalité René Dumont était considéré par beaucoup d'étudiants africains se réclamant du marxisme comme un anticommuniste camouflé et un donneur de leçons dépourvu de tout projet social.

L'activité du noyau de la FOM menée au cours de l'année 1966 en direction du Comité de la FOM mérite d'être soulignée. Le but du noyau de la FOM était de créer un certain militantisme syndical au sein de la cité universitaire dans la mesure où le parti pouvait trouver là un moyen d'agir pour la défense des intérêts des étudiants. Au sein de ce comité de 15 membres à majorité africaine, bien que le MEPAI ne comptait qu'un membre, la ligne d'action était assez progressiste. C'est ainsi qu'à l'occasion d'une conférence sur le rapport Jeanneney faite par Jean Suret-Canale, l'intervention de ce membre du MEPAI au sein du comité a pu aboutir à la tenue de la conférence, conférence dont le principe avait été rejeté par le directeur du pavillon de la FOM Gaston en raison de la personnalité du conférencier, un intellectuel communiste.

C'est dans ce cadre que j'ai fait une conférence sur le livre de Samir Amin *Trois expériences africaines de développement : le Mali, la Guinée et le Ghana* (1965 PUF).

Cet ouvrage nous apporte à la fois une étude du processus économique-social qui condamne à l'échec les plans les mieux conçus et, d'autre part les bases d'un programme de développement accéléré. Son auteur Samir Amin, économiste égyptien de formation était un des conseillers du ministre du plan du Mali, Seydou Badian Kouyaté. Il a étudié les cas des trois États d'Afrique Occidentale qui avaient pris les positions politiques les plus radicales et les plus avancées, des trois États qui avaient tenté de s'engager dans la voie de la planification et du développement accéléré.

Samir Amin n'est guère optimiste dans l'analyse de la situation des trois pays. Au Mali, on note l'absence de démarrage de l'agriculture traditionnelle et une augmentation désordonnée et trop rapide des dépenses administratives courantes. En Guinée, la production de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche aurait été légèrement en dessous du niveau atteint en 1959 alors que la part du Fria, une sorte d'îlot moderne dans l'économie guinéenne dans les exportations s'élève à bien près de 40 pour cent. En d'autres termes, elle devient prépondérante. Le projet du plan septennal du Ghana laisse Samir Amin très sceptique. Il est douteux que les capitaux locaux puissent apporter autant que prévu, notamment dans le domaine agricole. Il est encore plus douteux que le capital étranger privé puisse être intéressé dans la mesure prévue à l'industrialisation du pays. Il est douteux que les excédents budgétaires prévus puissent être réalisés, si les pro-

grammes administratifs et sociaux sont maintenus et que les méthodes moins coûteuses de gestion ne sont mises au point.

Samir Amin soutient qu'une croissance rapide de l'Afrique Occidentale, (soit un taux de croissance annuel de 8 pour cent) exige la réalisation de trois conditions suivantes : 1) le démarrage de l'agriculture traditionnelle ; 2) une industrialisation profonde qui implique un regroupement des États dans une vaste union économique et 3) l'intervention décisive et grandissante de l'État dans le financement qui implique des formes non-capitalistes de développement

À la fin de la conférence, les discussions ont porté surtout sur le caractère par trop technocratique de l'analyse de S. Amin et les positions de l'économiste Égyptien sur le démarrage de l'agriculture traditionnelle.

Un étudiant dahoméen en économie l'a critiqué vigoureusement pour s'être livré à une analyse technocratique. Il s'est étonné qu'un économiste comme Samir Amin se réclamant du marxisme se présentât comme un technocrate. Ce que cet étudiant dahoméen n'avait pas en vue, c'est le fait que Samir Amin voulait passer l'agrégation de sciences économiques qui a ses exigences. Le choix des Presses universitaires de France comme maison d'édition n'était pas innocent. Il semble qu'il ait cherché à prouver sa maîtrise des instruments d'analyse universitaires (comptabilité nationale, balance des paiements, etc.).

Les discussions ont porté sur l'attitude de Samir Amin à l'égard du démarrage de l'agriculture traditionnelle qui est la première condition d'une croissance économique d'ensemble. C'est une base agricole renforcée seulement qui permet une urbanisation qui ne soit pas parasitaire, un développement industriel qui trouve un débouché local, une balance extérieure qui puisse être équilibrée. Que faire pour Samir Amin ? Ce qu'il faut faire, c'est non « éduquer les paysans » dans le cadre traditionnel de la famille, mais briser cette famille et ses traditions. C'est non pas créer des coopératives illusoires et formelles, développer l'individualisme, libérer l'individu du carcan de la tradition. Les campagnes ouest africaines n'ont pas, au stade actuel, besoin d'une révolution agraire au sens de partage des terres. Le problème de cette paysannerie n'est pas d'obtenir la terre dont elle a déjà la jouissance de fait. Il est de passer de l'agriculture itinérante à la houe à l'agriculture intensive à la charrue. Ce progrès décisif ne peut se faire que par le renforcement, au détriment des formes collectives, de la production marchande, car la charrue, instrument individuel, ne saurait constituer la base matérielle d'une collectivisation prématurée. Samir Amin conclut ainsi « Dans ces conditions, il paraît illusoire de vouloir maintenir des rapports de production précapitalistes – quitte à les revêtir d'une forme coopérativiste moderne – ce qui ne peut conduire qu'à la stagnation. Mieux vaut ouvertement favoriser le développement d'une petite production marchande dynamique » (1965:231).

Ce plaidoyer en faveur de la propriété privée du sol pouvait choquer des marxistes africains qui n'ont pas maîtrisé la pensée de Marx. Cette conclusion qui voit un certain développement de la propriété privée du sol comme une condition nécessaire d'un futur développement socialiste n'a rien de surprenant pour un lecteur de Marx, fait remarquer Yves Benot dans son article « Développement accéléré et révolution sociale en Afrique Occidentale » paru dans *La Pensée* (n° 126, mars-avril 1956). Ce dernier rappelle le célèbre article sur l'Inde du 8 août 1953 dans le *New York Daily Tribune*, où Marx, à propos des systèmes de la propriété rurale introduits par la colonisation anglaise le « Zemindari » et le « Ryotwari », écrivait : « Aussi odieux soient-ils, il n'en reste pas moins qu'ils introduisent deux formes particulières de la propriété privée de la terre – la grande chose qui a toujours manqué à cette société antique – K. Marx y voyant un progrès ».

Cette remarque me rappelle une boutade d'Abdoulaye Ly parue dans le journal catholique *Afrique Nouvelle*. Il écrivait : « On ne peut pas socialiser la daba » en direction des jeunes marxistes africains qui piaffaient devant les portes du « socialisme scientifique ». En effet, la daba est un instrument de travail individuel qui ne pourrait pas constituer la base matérielle d'une collectivisation.

Cette conférence sur le travail d'un économiste Egyptien marxiste qui a eu le mérite de lire très jeune les œuvres majeures de Marx et, à son crédit une grande expérience en matière de planification au Mali, était l'occasion de débats fructueux. Certains étudiants africains soupçonnaient Samir Amin d'être un marxiste qui était en réalité un défenseur d'un capitalisme étranger ayant contribué à faire des économies africaines des économies indépendantes et extraverties.

À la fin de la conférence, Abdoul Wahab Sakali, un métis maroco-sénégalais de Saint-Louis qui travaillait à l'AFTAM (Association pour la formation technique de base pour les Africains et Malgaches), vint me voir pour me demander si j'étais décidé à me présenter au concours d'agrégation de sciences économiques. Je lui avais répondu que ma préoccupation était encore de rédiger ma thèse de doctorat.

Durant la période 1962-1967, j'ai eu des relations avec l'AFTAM.

### **L'Association pour la formation technique de base pour les Africains et les Malgaches (AFTAM) et la FEANF**

Cette association a déployé beaucoup d'efforts pour collaborer avec le comité exécutif de la FEANF. Ayant son siège au 42, rue Richelieu Paris 2<sup>e</sup>, elle avait pour but d'alphabétiser les Africains et Malgaches venus chercher du travail en France.

Alassane Ndaw, fonctionnaire international à l'UNESCO et futur doyen de la Faculté de Lettres de Dakar, soutenait ce projet. Il travaillait en étroite colla-

boration avec Abdoul Wahab Sakali, un métis sénégal-marocain qui venait de quitter l'ambassade du Sénégal en Tunisie.

Stéphane Hessel, directeur de la coopération au ministère de l'éducation, a beaucoup aidé l'AFTAM à disposer des écoles dans les 11<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup>, 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> arrondissement de Paris pour ses cours d'alphabétisation. Il sera par la suite remplacé par Postel Viney, directeur de la Caisse de coopération économique (CECE).

Travaillaient à cet organisme deux militants de la FEANF, Fara Ndiaye, futur député du PDS et Samba Sow, futur assistant en sciences économiques à la Faculté de Droit et de sciences économiques de Dakar. Un Camerounais, Daniel Ewande qui sera célèbre à la suite de la publication d'un ouvrage *Vive le Président* y a travaillé. Robert Cantan a joué le rôle d'agent de liaison entre le FEANF et l'AFTAM. Il venait régulièrement quand j'étais président en 1961 et en 1962, au siège où il nous faisait des propositions. Il s'était notamment engagé à trouver des postes de surveillants dans les lycées à des militants de la FEANF qui auraient perdu leurs bourses à la suite de la répression des gouvernements africains. Certains membres du comité exécutif le considéraient comme un franc-maçon. J'ai préféré le mettre en contact avec un étudiant ivoirien, membre du comité exécutif, Blaise Mobioh, secrétaire aux affaires sociales.

Me Vergès était un interlocuteur de la FEANF. C'est pourquoi il est utile de préciser la nature des relations que j'ai eues avec lui.

### **Les relations de Jacques Vergès avec la FEANF**

C'est en février 1956 que j'ai rencontré pour la première fois Jacques Vergès. C'était à Vienne encore occupé par les troupes alliées. Je venais de Dakar pour représenter l'Association générale des étudiants de Dakar (AGED) à une conférence sur la paix. Je me souviens de la présence d'un Anglais John Thompson, directeur du World University Services (WUS) (Entraide mondiale universitaire) dont le siège était à Genève. Le pasteur Cadier que je reverrai plus tard à Dakar était de la partie.

Dès qu'il m'a été présenté, Jacques Vergès s'est dépêché de me décliner sa généalogie. Il me dit « Ne soyez pas étonné de mon visage eurasiatique, mon père est un Français de la Réunion et ma mère est Vietnamiennne ». Il représentait l'Union internationale des étudiants (UIE). Il était avocat stagiaire au barreau de Paris. On disait de lui qu'il avait remporté le prix d'éloquence que, à ce titre, il était le secrétaire de la conférence des avocats stagiaires, distinction fortement enviée dans le milieu des avocats.

L'homme sait se montrer brillant et cultivé. Dans son intervention qui a arraché des chauds applaudissements de son auditoire, je l'ai entendu citer les propos d'un personnage de la *Condition humaine* d'André Malraux. À la pause-café, John Thompson m'a avoué que Jacques Vergès avait prononcé un

discours contre sa position dans une autre conférence et qu'il a eu à l'applaudir lui-même pour sa très grande éloquence.

Je retrouverai, quand je suis allé à Paris en octobre 1957, Jacques Vergès fréquentant les différents congrès de la FEANF où les étudiants africains fascinés par sa maîtrise de l'art oratoire ne manquaient guère de l'applaudir à tout rompre durant les séances d'ouverture des congrès.

En 1958, Jacques Vergès, avocat du Front de libération mondiale (FLN) d'Algérie, réussit à faire publier par les éditions *Présence Africaine*, un livre explosif, *Le sang de Bandoeng*. Cet ouvrage était présenté comme une œuvre commanditée par la FEANF. Sur la page de garde du livre *Le sang de Bandoeng*, on peut lire « Cet ouvrage a été écrit à la demande du comité exécutif de la FEANF par Maître Khar Ndoffène Diouf, ancien militant de la FEANF ; Maître E. Razafindralambo, ancien président des étudiants Malgaches ; Maître Raymond Fardin, ancien président des étudiants guadeloupéens ; Maître Jacques Vergès, ancien président du Comité de liaison des étudiants anti-colonialistes.

En réalité, c'est Me Jacques Vergès qui était à l'origine de l'élaboration et de la publication du livre. La FEANF et *Présence Africaine*, l'éditeur, ont été instrumentalisés. *Le sang de Bandoeng* était exclusivement consacré à la guerre d'Algérie. Il tendait à prouver que « l'Algérie était une nation » et le FLN une armée régulière et non une association de malfaiteurs. Il cherchait enfin à convaincre que la violence était la seule réponse, le seul recours possible contre la guerre totale imposée au peuple algérien par le gouvernement français.

En faisant paraître *Le sang de Bandoeng*, le comité exécutif de la FEANF a cherché de toute évidence à lancer un véritable défi aux autorités françaises. Cela est d'autant plus vrai qu'il était fréquent de retrouver cet ouvrage chez les militants du FLN arrêtés par la police française.

En 1959, Me Jacques Vergès assura la défense de Memel Foté Harris arrêté à l'aéroport d'Abidjan, alors qu'il venait d'Accra pour se rendre à Conakry où il vivait. Il était accompagné par le président de la FEANF d'alors, Hamat Ba qui a été expulsé dès son arrivée à l'aéroport de Port Boué. La plaidoirie de Me Jacques Vergès sera imprimée sous forme de brochure intitulée : *La FEANF accusée*.

Tous ces faits que j'ai rapportés montrent clairement que Me Vergès a systématiquement instrumentalisé les dirigeants de la FEANF au profit de sa célébrité comme avocat défenseur dans les causes politiques.

*Le Sang de Bandoeng* tiré à 10.000 exemplaires a été saisi au niveau de l'imprimerie et des sections de la FEANF. On a retrouvé très souvent des exemplaires chez les militants du FLN considérés comme organisation séditeuse et interdite en France. Cet acte pouvait être un prétexte au gouvernement français pour dissoudre la FEANF. Cette instrumentalisation de la FEANF apparaît nettement lorsque Abdoulaye Fadiga, étudiant ivoirien en droit, vice-président aux

relations panafricaines de la FEANF et de surcroît avocat stagiaire dans le cabinet de Me Vergès, envoie une motion de la FEANF à l'occasion du procès du réseau Jeanson qui s'ouvre le 5 septembre 1960 devant le Tribunal Permanent des Forces Armées de Paris. Ce procès s'est déroulé pendant un mois dans la triste salle du Cherche Midi qui avait vu condamner Dreyfus.

Dans le livre *Le procès du réseau Jeanson* présenté par Marcel Péju (1961 Editions François Maspero, Cahiers libres n° 17-18 pp. 223-245), Jacques Vergès, en postface : *la leçon d'un procès*, soutient que la guerre d'Algérie n'est même plus l'affaire des seuls Algériens, mais celle de toute l'Afrique, « c'est ce qu'affirma le message adressé au tribunal par le comité exécutif de la Fédération des Étudiants d'Afrique Noire en France, à la suite d'une réunion de ses présidents de section consacrée spécialement au procès du réseau » (1961:238). Selon Me Jacques Vergès qui ajoute : « Le comité exécutif de la FEANF nous demanda instamment de rendre publique cette résolution pour que le peuple français sache que les jeunes d'Afrique n'auront de cesse qu'avec la victoire finale du peuple Algérien.

- « La conférence des présidents de section de la FEANF,
- « Considérant l'option faite par la FEANF depuis sa création en faveur de l'indépendance totale de l'Afrique et l'unité de notre pays,
- « Considérant les résolutions des 7<sup>e</sup>, 8<sup>e</sup>, 9<sup>e</sup>, 10<sup>e</sup>, et 11<sup>e</sup> congrès de la FEANF et de tous ses conseils d'administration depuis 1954,
- « Considérant que ces congrès ont pris parti pour la Révolution Algérienne,
- « Salue le courage des démocrates français qui ne confondent pas l'intérêt de leur peuple avec celui d'une poignée de colonialistes et n'ont pas hésité à apporter leur soutien au peuple algérien en lutte,
- « Proclame la solidarité inconditionnelle et indéfectible des étudiants d'Afrique Noire avec le peuple algérien et ses fils traduits devant les juridictions incompétentes pour les juger.
- « La conférence des présidents traduisant les sentiments réels des étudiants et des peuples d'Afrique Noire s'incline devant la mémoire des patriotes algériens morts pour la cause de la révolution et les morts français victimes d'une guerre absurde de reconquête coloniale.
- « Elle estime que la fin de la guerre d'Algérie sera la victoire du peuple algérien sous la conduite éclairée du conseil national de la révolution et du GPRA ».

Ainsi que l'a dit l'ami de Vergès, Me Mourad Oussedik, l'Algérie est la banque de sang de toute l'Afrique. C'est à cause d'elle que la communauté s'est effondrée, que de nouvelles républiques naissent à l'indépendance. Cela, personne ne l'ignore, de Tananarive à Dakar.

Cette motion n'a jamais été le fait du comité exécutif de la FEANF qui était en vacances. C'est Abdoulaye Fadiga, vice-président aux affaires panafricaines de la FEANF qui l'a rédigée avec Me Vergès dans le cabinet où il était avocat stagiaire.

À la première réunion du comité exécutif tenue après les vacances, il eut une séance d'explication au cours de laquelle tous les membres avaient condamné cette initiative. Le président de la FEANF était navré. Henri Lopès, l'actuel ambassadeur du Congo à Paris, a violemment pris à partie Abdoulaye Fadiga en soulignant que cette initiative malheureuse pouvait servir de prétexte au Gouvernement français pour dissoudre la fédération.

Avec le procès du « Réseau Jeanson », le gouvernement français entendait vouer les accusés à l'opprobre, pourfendre spectaculairement la trahison, dénoncer cette perversion qui conduit des Français égarés dans les abîmes de l'aide au FLN. Tout à ses yeux est réuni : côte à côte, dans le même box, les « rebelles » et leurs « complices », des valises pleines d'argent, des appels à la désertion.

En février 1960 avait été découvert un « réseau » constitué par des Français afin de « soutenir » en France même l'action du Front de Libération Nationale. Son animateur, Francis Jeanson, échappant aux recherches de la police, en avait précisé les buts, sans détours, au cours d'une « conférence de presse » tenue clandestinement en plein Paris : organiser l'hébergement en France des responsables du Front et faciliter l'acheminement vers l'extérieur des sommes versées à cette organisation par les travailleurs algériens. Les membres de ce réseau étaient présentés comme les porteurs de valise du FLN.

En tant que président de la FEANF durant deux ans (1961 et 1962), j'ai eu des contacts très serrés avec Me Vergès qui me téléphonait au siège en prenant une voix de jeune fille pour semer les policiers qui avaient mis le téléphone de la fédération sur table d'écoute.

Je suis allé lui présenter les condoléances de la FEANF lorsque son confrère algérien Me Ould Aoudia a été assassiné à Paris. C'était au cimetière de Montparnasse.

J'allais souvent à son cabinet d'avocat qu'il partageait avec Me Zavrian. A cette occasion, il nous livrait des informations qui pouvaient être utiles à la lutte des étudiants africains. Il avait la main sur son revolver qui logeait dans sa poche quand il ouvrait la porte de son étude pour me recevoir. Il était toujours sur ses gardes.

Me Vergès a rendu beaucoup de services au comité exécutif de la FEANF. Il a participé à la grande manifestation organisée à l'occasion de l'assassinat de Patrice Lumumba où il a été blessé par les policiers français. Il était toujours présent aux séances d'ouverture des congrès de la FEANF où il apparaissait comme une grande vedette.



Je suis allé voir Me Vergès chez Siné, le célèbre caricaturiste du Journal *L'Express*. J'étais en compagnie du bureau de l'Association des étudiants ivoiriens présidé par Lancine Touré. Nous avions à discuter des problèmes relatifs à l'expulsion de plus en plus fréquente des étudiants ivoiriens.

Jusqu'à l'indépendance de l'Algérie, il défendra les militants du FLN. Il était en contact avec deux responsables en exil de l'UPC : Ernest Ouandie et Abel Kingue.

Le 13 juillet 1962, l'Algérie accède à l'indépendance. Vergès se rend sur place. Il y épousera en mars 1963 Djamilia Bouhired, son ex-cliente, torturée et condamnée à mort le 15 juillet 1957 pour avoir déposé une bombe au « Milkbar » d'Alger. Vergès qui l'avait défendue avec acharnement et même écrit avec Georges Arnaud un livre sur son cas (Georges Arnaud. *Mon procès* illustré par Siné, Éditions Minuit 1961 p. 147), réussit à faire commuer sa peine en celle de travaux forcés. Djamilia fut libérée après les accords d'Evian, en avril 1962. Pour pouvoir l'épouser, il ne suffisait pas de lui avoir sauvé la vie, l'avocat dût se convertir à l'Islam. Il joint alors à son prénom français celui de Mansour (« le Victorieux » en arabe).

Jacques Vergès crée en 1963 une revue *Révolution* qui était nettement maoïste. Il m'envoya Ngo Mam Lam, un communiste vietnamien pour collaborer avec la revue. J'ai décliné l'offre. J'en avais assez de voir les Soviétiques et les Chinois faire tout pour instrumentaliser les Africains dans leurs propres intérêts. J'avais longtemps fréquenté les pays de l'Est pour comprendre les méthodes qu'ils utilisaient pour faire triompher leurs intérêts.

Dès 1963, Samir Amin s'associe à la revue mensuelle « *Révolution* » dont Jacques Vergès était le directeur. Treize numéros de cette revue ont paru de septembre 1963 à décembre 1964. La revue était animée par M.A. Babre (Zanzibar), Viriato da Cruz (Angola), Mamadou Gologo (Mali), Samba Ndiaye (Sénégal), Rabah Bitat (Algérie), Carlos Franqui (Cuba), Cheddi Jagan (Guyana), Legassik (Afrique du Sud), Hamza Alavi (Pakistan), Nkien (Vietnam), H. Riad (Égypte). Le dernier n'est personne d'autre que Samir Amin qui avait publié son « Égypte nassérienne » sous ce nom. La revue était également publiée à Londres, en anglais (*Revolution, incorporating African Revolution*). Cf. Samir Amin, *mémoires* en français, p. 107.

Dans le numéro 12 d'octobre – novembre 1964, on peut lire un article *La voie du Sénégal* par Babacar Diop qui semble être écrit par Samir Amin.

Il s'agissait d'une belle revue – grâce au soutien financier de la Chine – bénéficiant de bureaux luxueux, avenue François Premier puis rue Galade. Selon Amin, « Vergès a toujours aimé le luxe ». C'était le côté forme. Côté contenu, la revue a été un succès franc, selon Amin, par la qualité des analyses qu'elle proposait à l'avant-garde de la critique de gauche du socialisme, faisant contrepoids à sa critique par la droite qui se déployait à partir de Kroutchev

jusqu'à Gorbachev et la chute finale. Ces analyses n'étaient pas le simple reflet de ce que les Chinois publiaient. Loin de là, elles étaient les produits originaux de la réflexion critique interne des gauches radicales du tiers monde de l'époque.

Son père Raymond Vergès, membre du consulat de France au Siam (pays appelé depuis lors Thaïlande), abandonnera cette carrière pour épouser une jeune vietnamienne qui, le 5 mars 1925 donnera le jour à Jacques et à Paul. La famille quitte le Siam d'abord pour le Laos, puis pour la Réunion. Jacques Vergès poursuit ses études au Lycée de Saint-Denis où il ira jusqu'au baccalauréat, avec Raymond Barre. Le docteur Vergès fonde le Parti Communiste réunionnais après avoir dirigé la section de la CGT de l'île, tout en étant délégué du Front Populaire, alors au pouvoir en France, et directeur du service de santé de la Réunion.

À dix-sept ans et demi, Jacques Vergès s'engage dans l'armée de la France libre où il accède au grade de Sergent-chef. Il participe aux campagnes d'Afrique du Nord, d'Italie, de France.

En 1945, il adhère au Parti communiste français où il laissera la réputation, selon ses propres dires, d'un « militant particulièrement dur » et d'un « élément incontrôlé ». Jacques Vergès et Pol pot militent contre le colonialisme français. Pol Pot rentre au Cambodge après avoir raté ses examens en radioélectricité, tandis que Vergès est promu au poste officiel de secrétaire de l'Union internationale des étudiants (UIE) à Prague. A ce titre, il va voyager souvent, allant jusqu'en Inde et en Chine.

De retour à Paris, il prête l'année suivante son serment d'avocat. Il se passionnera désormais pour cette profession.

Me Vergès a incontestablement utilisé la FEANF pour réussir sa carrière d'avocat politique. Il a souvent eu des attitudes déconcertantes. Il a prétendu entrer dans la clandestinité alors qu'il fréquentait le Fouquet, un café situé sur l'avenue des Champs Elysées.

En décembre 1960-janvier 1961, Vergès effectue un voyage discret au début de la période d'un an où il était suspendu par le Conseil de l'Ordre des avocats pour provocations diverses. Il avait notamment provoqué en duel le 15 janvier 1960, le commandant Girard, commissaire du gouvernement près le tribunal militaire de Paris, qui l'avait traité de menteur. Le combat singulier n'eut finalement pas lieu (cf. Jacques Givet – *le cas Vergès* – lieu commun Paris 1986:15).

Me Vergès qui s'était fait photographe, légèrement blessé aux côtés du fils du révolutionnaire congolais Patrice Lumumba lors d'une manifestation anticolonialiste tumultueuse à Paris en février 1961, accepta d'assurer la défense du dirigeant Katangais Moïse Tschombé, symbole de la réaction africaine et tenu pour responsable du meurtre de Lumumba.

L'apothéose de la carrière de Me Vergès – remplie, elle, de bonnes actions – sera le choix de la défense du SS. Obersturmführer Klaus Barbie, chef de la Gestapo lyonnaise en France occupée, selon Jacques Givel (*op.cit.* p. 38). Il a embarqué dans cette folle aventure un ancien président de la FEANF, Me Bemba. Me Vergès a eu à défendre des causes inacceptables. Il a été l'avocat d'Omar Bongo, d'Eyadema, d'Emmanuel Dioulou.

Ainsi Jacques Vergès est devenu un homme cynique que ses anciens admirateurs ou amis n'ont pas manqué de dénoncer. Son ami Samir Amin qui le fréquentait au Foyer des étudiants réunionnais du 22, rue Saint Sulpice le dit dans ses mémoires publiés en anglais aux éditions ZED de Londres en 2005 sous le titre *Life Looking for World*.

Ousmane Camara m'a avoué que Me Jacques Vergès a réussi à instrumentaliser la FEANF lors d'un entretien tenu à Dakar le 16 septembre 2007. Il a ajouté qu'il a toujours été fasciné par l'éloquence de Gabriel d'Arboussier, Me Jacques Vergès et Me Boubacar Guèye.

J'ai eu l'occasion de revoir Me Vergès lors de son passage à Dakar où il est venu défendre le Journal *Sud-Quotidien*. Il m'a donné son adresse à Paris. Mais j'ai décidé de ne plus aller le voir à cause de ses nouvelles fonctions politiques qui l'ont amené à fréquenter les hommes de droite et certains dictateurs africains.

Il est utile de s'intéresser à l'attitude des étudiants africains devant les journaux et revues français et à leur lecture durant la période postérieure aux indépendances.

### **Les étudiants africains face aux journaux et revues français**

Les étudiants africains lisaient en général des quotidiens comme *Le Monde*. Les lecteurs de *L'Humanité* étaient rares pour deux raisons. D'abord il ne donnait pas des nouvelles sur l'Afrique noire. Ensuite, il ne traitait que des problèmes concernant la classe ouvrière.

Ils ne négligeaient pas les hebdomadaires comme *L'Express*, *Le Nouvel Observateur*, *Le Cafard Libéré* ou *France Nouvelle* du PCF. Certains étudiants africains membres de la cellule du Pavillon Provinces de France (Cité universitaire Boulevard Jourdan) s'adonnaient le dimanche matin à la vente d'*Huma-Dimanche*.

Une partie des étudiants africains soucieux d'assurer leur formation politique, lisaient des revues comme *La Nouvelle Critique*, *Les Temps Modernes* de Jean-Paul Sartre, *L'Esprit* d'Emmanuel Mounier dirigé par Jean Domenach, *La Pensée*, *Les Cahiers du Communisme*, *Les Cahiers Internationaux* de J. Herman.

### **La lecture des étudiants africains**

Avec l'accession des pays africains à l'indépendance, les étudiants africains, naguère préoccupés par les problèmes d'exaltation des cultures, des civilisations, des grandes figures historiques de l'Afrique comme Lat Dior, El Hadji Omar

Tall, Soundiata Keita, Kankan Moussa, Samori Touré vont s'intéresser à la lecture des ouvrages traitant des problèmes politiques, sociaux et économiques du continent. De ce point de vue, *Les fondements industriels et culturels d'un futur État fédéral d'Afrique noire* (Présence Africaine 1960) constitue un ouvrage de transition qui s'appuie sur le passé glorieux de l'Afrique noire pour essayer de traiter des problèmes de développement économique et, en particulier, de l'industrialisation du continent très bien doté de sources d'énergie et de matières premières.

### Les étudiants africains et les ouvrages sur l'Afrique

Mais le livre qui a eu à exercer la plus grande influence sur les étudiants africains est incontestablement *Les Damnés de la terre* de l'Antillais Frantz Fanon qui a rallié le FLN. Il a fait l'objet d'une grande diffusion dans certains journaux africains où des extraits ont été publiés notamment dans *Horoya*, journal du PDG de Sékou Touré.

Des revues marxistes n'ont pas manqué de le commenter et d'en critiquer certaines thèses. C'est le cas de la revue *La Pensée* du Parti communiste français. C'est un Vietnamien Nguyen Nghe qui a très bien analysé les thèses de Frantz Fanon.

C'est ainsi le cas de *L'action*, la revue du Parti communiste martiniquais où Imré Marton, un intellectuel communiste hongrois, s'est livré à une critique féroce des thèses de Fanon sur la violence et le rôle de la paysannerie dans la révolution en Afrique.

A Lyon, parallèlement à ses études de médecine, Fanon se passionne pour la philosophie, l'anthropologie, le théâtre, et s'engage plutôt dans la spécialisation en psychiatrie.

*Les Damnés de la terre* de Frantz Fanon est un appel et un cri d'alarme sur l'état et le devenir des pays colonisés selon Alice Cherki, auteur de la préface à l'édition des *Damnés de la terre* de 2002. Cet ouvrage a fait l'objet de nombreux commentaires de la presse parisienne et notamment un long article de Jean Daniel paru dans *L'Express* du 30 novembre 1961, plutôt élogieux.

La belle préface de Jean-Paul Sartre à ce livre (1961), fut, semble-t-il, davantage lue au cours de l'année que le corps du texte. Elle s'adresse essentiellement aux Européens. Et surtout cette préface radicalise l'analyse de Fanon sur la violence. En effet, Sartre justifie la violence alors que Fanon l'analyse. De ce fait, l'écrit de Sartre prend par instants des accents d'incitation à la criminalité.

*Les Damnés de la terre* était un ouvrage considéré comme un livre phare des années soixante-dix essentiellement lié au tiers-mondisme. Beaucoup de reproches lui ont été adressés. N'avait-il pas sous-estimé la force du religieux ? L'appel de Fanon aux « pays en voie de développement » ne constitue-t-il pas un démenti à tous ses espoirs ? En fait, cette évolution a plutôt confirmé le bien fondé de ses mises en garde contenues dans le chapitre « Mésaventures de la

conscience nationale » face à un devenir qu'il redoute. Ce chapitre qui dénonçait les tares de ce qu'il appelle la bourgeoisie nationale était très lu dans les milieux étudiants.

Dans le système colonial, une bourgeoisie qui accumule du capital est une impossibilité. Elle ne cesse d'exiger la nationalisation de l'économie. Mais nationaliser pour elle signifie exactement transfert aux autochtones des passe-droits hérités de la période coloniale. La bourgeoisie tourne de plus en plus le dos à l'intérieur, aux réalités du pays en friche et regarde vers l'ancienne métropole, vers les capitalistes étrangers qui s'assurent ses services. Elle est dès le début orientée vers des activités intermédiaires ; elle est une bourgeoisie compradore selon les expressions de Mao Tse Toung. Elle n'investit pas dans les domaines productifs et en particulier dans l'industrie. La bourgeoisie nationale, parce qu'elle est crispée sur ses intérêts immédiats, parce qu'elle ne voit pas plus loin que le bout de ses ongles, se révèle incapable de réaliser la simple unité nationale, incapable d'édifier la nation sur des bases solides et fécondes. Le front national qui avait fait reculer le colonialisme se disloque et consume sa défaite. Cette lutte implacable que se livrent les ethnies et les tribus, ce souci agressif d'occuper les postes rendus libres par le départ de l'étranger vont donner naissance à des compétitions religieuses.

Si la bourgeoisie nationale entre en compétition avec les Européens, les artisans et les petits métiers déclenchent la lutte contre les Africains non nationaux. En Côte d'Ivoire, ce sont les émeutes proprement racistes anti-dahoméennes et anti-voltaïques. Pour la masse du peuple des villes, la concurrence est représentée principalement par des Africains d'une nation différente. En Côte d'Ivoire ce sont les Dahoméens, au Ghana les Nigériens, au Sénégal les Soudanais.

En définitive, « la bourgeoisie a une psychologie d'hommes d'affaires non de capitaine d'industrie ». (1961:148).

Après avoir consacré des développements forts intéressants à la culture nationale et aux fondements réciproques de la culture nationale, Fanon étudie les relations existant entre la guerre coloniale et les troubles mentaux.

Frantz Fanon et Mao Tse Toung ont réfléchi sur la révolution paysanne. Mais à la différence de Fanon, Mao Tse Toung ne « ruralise » pas sa stratégie. Le prolétariat demeure l'avant-garde par parti communiste interposé. Cependant, Fanon innove. Il ne se contente pas d'une analyse purement économique de l'impérialisme. Il théorise aussi le conflit identitaire et culturel et tente de montrer que les vrais damnés de la terre, les exploités absolus, ce sont les colonisés (cf. postface de Mohammed Harbi à l'édition de 2002 des *Damnés de la terre*, p. 10).

Ce livre a fait l'objet d'un exposé par l'étudiant en philosophie Guy Landry Hazoumé, au cours d'une réunion du comité exécutif de la FEANF que nous avons présidée en 1962.

Nous avons donné une conférence sur *Les Damnés de la terre* à la Résidence Poniatowski en 1962. Un étudiant malien en philosophie Dembelé a fait dans cette même résidence une contre conférence motivée par les désaccords qui existaient entre lui et nous.

Nous avons publié dans la revue *Présence Africaine* un article à la fois élogieux et critique sur *Les Damnés de la terre*.

*L'Étudiant d'Afrique Noire*, n°35, février n'a pas hésité à faire une large publicité en ces termes : le livre que tout africain doit avoir lu : « *Les Damnés de la terre* » de Frantz Fanon, aux Éditions Maspéro.

Dans *Matouba*, n° 2 avril 1961, revue trimestrielle publiée par l'Association Générale des Étudiants Guadeloupéens (AGEG) et par l'Association des Étudiants de la Martinique (AGEM) est annoncée la mort de Frantz Fanon. La rédaction de la revue a cru bon devoir publier avant toutes choses l'hommage (paru dans *El Moudjahid*) que lui ont rendu ses frères algériens. Dimanche, 12 décembre à seize heures finit la cérémonie des funérailles de Frantz Fanon qui aimait l'Algérie. Le cercueil repose sur un lit de branches de lentisques, au-dessus des rondins de chênes-lièges.

« En cette fin d'après-midi, le soleil décline. Au loin, on devine la plaine dont nous séparent des crêtes douces bleutées dans la lumière ouatée de l'hiver. Tout respire la beauté et le calme. Le dernier vœu de Frantz Fanon est accompli : il repose parmi ses frères algériens » (*El Moudjahid*).

Sous le titre : *Frantz Fanon à travers son œuvre*, R. Relouzat fait un compte-rendu brillant de son travail. D'une certaine façon, Frantz Fanon sauve les Antillais et les rend à eux-mêmes, qui s'est d'abord posé comme Martiniquais et Noir *Originaires des Vieilles colonies*, *Peaux noires, masques blancs*, puis comme Algérien *L'an V de la Révolution Algérienne* et enfin comme homme du tiers-monde *Les Damnés de la terre*. Ce fut le destin de cet homme qui est devenu l'apôtre de la décolonisation et le prophète d'un avenir qui ne sera pas uniquement européen. Ses livres l'apprennent à ses lecteurs en leur proposant une expérience humaine une richesse étonnante.

D'abord *Peaux noires, masques blancs*. C'est l'expérience vécue du Noir, de la découverte, en France, de cette vérité essentielle : « Le noir est un homme noir ». C'est aussi le rapport objectif et passionné d'un homme qui assiste à la dislocation permanente et entretenue de son être, à l'écartèlement de sa personnalité : « Où me fourrer ? Comment me définir ? Qui suis-je enfin ? ». Dans les pages admirables du chapitre intitulé « L'expérience vécue du Noir », Frantz Fanon fait assister les lecteurs à cette poursuite du Noir traqué, enfermé dans l'idée que le Blanc se fait de lui et qu'il veut lui imposer ; ses sursauts de Nègres, ses révoltes blanches, à la misérable et détestable consolation du concept de métis.

Les pages d'ordre purement psychiatrique sont peut-être discutables et leur argumentation aussi. Parlant en psychiatre et en homme – Fanon s'est surtout montré homme – il dit la façon de trancher ce nœud de vipères, de briser les cadres fallacieux dans lesquels le colonisateur veut l'enfermer : « il faut lâcher l'homme ».

L'homme lâché peut tout être, mais il choisit de se faire algérien, et de se refaire par l'action, par la révolution. Psychiatre en Algérie, Frantz Fanon est amené, comme il le dit lui-même, à réfléchir sur les cas médicaux. Il prend conscience du malheur de ce peuple, de la souffrance de la terre algérienne en bute depuis 130 ans à l'oppression la plus odieuse. Il se fait révolutionnaire algérien ; c'est la deuxième étape sur la route au bout de laquelle il se retrouvera homme du tiers-monde.

Qu'est-ce que *L'An V de la Révolution Algérienne* ? C'est la description d'un processus qui fait que la nation algérienne existe. La révolution algérienne forge un homme nouveau, une femme nouvelle : les Algériens. Mais d'abord l'auteur de ce livre : le style, de *Peaux noires, masques blancs*, à *L'An V de la Révolution Algérienne*, s'est affermi, condensé ; il est fait pour l'action non pour la contemplation ; l'idée est dense, la pensée précise et claire. Et l'on veut « mettre en condition » les populations algériennes ; on découvre Mao Tsé Toung ; le colonisateur essaie d'opposer à la dynamique révolutionnaire une autre idée, mais s'empêtrant dans ses contradictions, et sacrifiant aux nécessités « objectives » de la lutte, il coupe encore les têtes qu'il veut remplir à son image.

Mais l'Afrique Noire et d'autres nations sont indépendantes, le néocolonialisme apparaît ; les révoltés de la veille se croient arrivés et redeviennent les larbins de l'Occident. Il faut secouer les consciences, réveiller les somnolences, prêcher l'action : et voici la bible du colonisé, le dernier livre de Fanon où s'allient lyrisme et vérité : *Les damnés de la terre*. Point culminant du cheminement d'une conscience et retour à l'essentielle vérité : être ou ne pas être colonisé. Ce livre est l'historique de deux consciences : celle du colonisateur. Écoutons Sartre qui préface ce livre : « Européens, ouvrez ce livre, entrez-y. Après quelques pas dans la nuit, vous verrez des étrangers réunis autour d'un feu, approchez, écoutez : ils discutent du sort qu'ils réservent à vos comptoirs, aux mercenaires qui les défendent ».

Et en vérité, ce que ce livre apporte de neuf et d'extraordinaire, c'est son indifférence à l'égard de l'Occident. Il est fait pour le tiers-monde, les colonisés. Aux multiples questions posées aux pays du tiers-monde, Fanon cherche à répondre : « Non nous ne voulons rattraper personne. Mais nous voulons marcher tout le temps, la nuit et le jour, en compagnie de l'homme de tous les hommes... ».

« Le tiers-monde est aujourd'hui en face de l'Europe comme une masse colossale dont le projet doit être d'essayer de résoudre les problèmes auxquels cette Europe n'a pas su apporter des solutions... » « Pour l'Europe, pour nous-

mêmes, et pour l'humanité, camarades, il faut faire peau neuve, tenter de mettre sur pied un homme neuf ».

Car l'Europe n'est plus l'absolu qu'elle s'était crue, et qu'on avait hélas cru ; elle est l'élément du monde, sans plus. Il n'y a plus ceux qui font l'histoire et ceux qui la subissent. Il ne doit y avoir que des sujets ; et la Fraternité aura un autre sens. Voilà ce que disent Fanon et son œuvre.

J'aurais l'occasion de publier en 1965 un article critique sur le livre de F. Fanon dans un des numéros de *Présence Africaine*.

Un autre livre : *L'Afrique noire est mal partie* de René Dumont, ingénieur agronome a fait l'objet de nombreux débats avant sa parution. Son exposé à l'École Normale d'agronomie en 1960 a été discuté. Nous y avons pris la parole pour faire apparaître des vérités partielles et parcellaires et les aspects négatifs (absence d'un projet de société) contenus dans sa conférence.

La FEANF a organisé en 1962 une conférence contradictoire entre Amady Aly Dieng, alors président de la Fédération et René Dumont dans une salle de la rue de Rennes où se donnaient d'habitude les cours de l'Université Nouvelle (UN) du Parti communiste organisés par Luce Langevin.

Paul Noirot, directeur de *Démocratie Nouvelle* revue du PCF a organisé dans les locaux de la revue un débat auquel ont participé Jean Bénard, professeur de Sciences Economiques à Poitiers, Amady Aly Dieng, Jacques Charrière et René Dumont. Les débats ont été publiés dans *Démocratie Nouvelle*.

*L'Afrique noire est mal partie* a fait l'objet d'un compte-rendu de lecture de la part de l'ancien gouverneur Robert Delavignette, notre professeur à l'École Nationale de la France d'Outremer (ENFOM) en 1958. Son texte a été publié dans *Signe du Temps* n° 1, janvier 1963. Il rappelle que certaines parties de l'Afrique noire souffrent de ce que Pierre Gourou, un célèbre géographe français, appelle « une anémianté continentalité ». Il ne manque pas d'évoquer les mises en garde de René Dumont adressées aux étudiants africains. « Il y eut des Français pour sacrifier à ces pays noirs leur confort, leur santé, parfois même leur vie alors qu'ils auraient pu vivre douillettement en métropole. Nombre de jeunes Africains gagneraient certes à se dévouer à leurs pays autant que le firent certains coloniaux ».

R. Delavignette conclut par la réhabilitation par René Dumont de la chèvre honnie par les agro-forestiers européens la rendant responsable de la désertification de l'Afrique. « Dans un de ses chapitres (page 165), notre agronome réhabilite la chèvre, incriminée en tant qu'agent de l'érosion et qui est en réalité une courageuse petite bête, rustique et productive ». R. Dumont n'hésite pas à qualifier la chèvre de « la vache du pauvre ».